

En Palestine... Délégation du 6 au 11 avril 2011



Composée de 53 élus, responsables politiques, associatifs, artistes, citoyens...notre délégation s'est rendue en Palestine pour comprendre la situation depuis le terrain, découvrir, créer des liens entre les peuples, résister ensemble et renforcer les solidarités.

Nous avons échangé avec les responsables palestiniens des différentes factions politiques, avec les comités populaires des camps et avec des responsables associatifs locaux. Nous avons rencontré des pacifistes, anticolonialistes et responsables politiques israéliens qui représentent une alternative politique.

Notre délégation était pluraliste, ouverte et engagée pour la justice et la paix. Certains étaient déjà venus en Palestine et ont profité de leur voyage pour poursuivre leurs projets solidaires et de jumelages avec les camps de réfugiés. Pour d'autres, c'était une première découverte.



Tous ont observé comment se matérialise la colonisation israélienne, le mur de séparation, les check-points, l'étouffement économique des villes et camps de réfugiés.

Tous ont vérifié qu'Israël impose une ségrégation, un véritable apartheid à la population palestinienne.

Tous ont constaté que la colonisation israélienne est l'obstacle principal à la reprise des pourparlers de paix avec l'Autorité palestinienne.

(1) Oh Palestine nous retournerons !

Tous ont entendu l'appel des palestiniens pour amplifier le mouvement de reconnaissance officielle de l'Etat palestinien, libre et indépendant sur les frontières de 67 avec Jérusalem Est pour capitale (reconnaissance déjà annoncée par de nombreux pays d'Amérique latine depuis fin 2010). Cet acte représente une importante avancée sur la scène politique diplomatique, elle peut gagner du terrain, devenir une réalité, une priorité des sociétés civiles et des Etats pour mettre au pied du mur Israël, les Etats-Unis et l'ONU.

Tous ont noté d'absence de haine du peuple palestinien malgré les conditions insupportables qui lui sont faites, sa volonté à défendre la justice, son attachement à la vie et à vivre en paix.

Tous ont apprécié l'accueil chaleureux de nos partenaires et amis qui nous ont ouvert leurs portes et leurs cœurs avec sincérité et humanité et qui ont permis des échanges riches et des moments de partage inoubliables.



Tous les membres de la délégation sont revenus différents, plus déterminés que jamais pour relayer la voix du peuple palestinien en quête de liberté.

Tous veulent montrer que des élus et citoyens français ne sont pas prêts à abandonner la justice et l'application du droit international.

Tous sont conscients des difficultés mais convaincus que les palestiniens mènent un combat juste et qu'il faut être plus tenace pour soutenir ce peuple dans sa lutte pour la liberté et l'autodétermination.

C'est le silence qui tue les palestiniens et les espoirs de paix.



(2) ceux que tu aimes sont partis, alors sois ou tu ne seras jamais (Mahmoud Darwich)

Mercredi 6 avril - PARIS - TEL AVIV - RAMALLAH

Notre passage tardif à l'aéroport de Tel Aviv se passe dans de bonnes conditions. Cinq personnes sont retenues et nous attendons la fin de leur interrogatoire dans le calme. Au bout d'un moment, tout le groupe est de nouveau réuni et nous partons pour Ramallah où nous logeons pendant tout le séjour.

Jeudi 7 avril - RAMALLAH - LOD - EL RAM - RAMALLAH

Le matin, nous partons pour **Lod**, ville située en Israël, ancien village palestinien de 1948. Les Palestiniens 48 sont ceux qui ne sont pas partis au moment de la *nakba*. Ils vivent donc sur leurs terres ancestrales, aujourd'hui Israël. Certains villages ont résisté mais ils sont perçus par les dirigeants israéliens comme une « menace stratégique ». Leurs habitants subissent discriminations, expulsions. Ils s'organisent pour obtenir des droits et sauver les derniers vestiges palestiniens.



Avant d'atteindre Lod, nous devons passer **le cheik point de Kalendia**, passage encerclé par le mur. Notre bus possède une plaque « jaune » ce qui signifie qu'il peut circuler en territoire palestinien et israélien. Le bus est stoppé un bon moment au check point de Kalendia qui est la route la plus courte pour rejoindre Jérusalem (une quinzaine de kilomètres seulement séparent les deux villes). Un soldat monte à l'intérieur pour vérifier les identités. Il y a un problème car 3 personnes de la délégation n'ont pas eu le tampon de visa d'entrée à l'aéroport Ben Gourion. Ce tampon est indispensable pour franchir les check points normalement.

Nous étions agréablement surpris d'avoir franchi l'aéroport facilement la veille (notamment grâce à une importante préparation en amont en lien avec le Quai d'Orsay et le Consulat de France à Jérusalem). Nous savons maintenant que les autorités aéroportuaires nous ont quand même réservé un « traitement de faveur » pour ralentir nos déplacements : pour les prochaines fois (étant donné que nous logeons à Ramallah, ce sera donc chaque matin !), nous serons obligés d'emprunter une route de contournement plus longue pour sortir de Ramallah sans passer par le check point de Kalendia. Comme nous avons une plaque jaune, le bus pourra contourner Jérusalem (et faire plusieurs kilomètres de plus) pour franchir un autre check point par Jérusalem Est. Le problème pourra se poser pour d'autres check points si nous sommes arrêtés. Il faudra donc jouer la carte des touristes en Terre Sainte !

Point sur les couleurs des plaques d'immatriculation : une ségrégation spatiale...

L'espace de mobilité des palestiniens s'est considérablement rétrécie au gré des nouvelles « frontières » imposées par Israël. Ces frontières territoriales sont également sujettes à des contrôles accrus des identités et déplacements des palestiniens. Toutes les zones (voir accords d'Oslo) sont de nouveau sous occupation militaire « intermittente ». L'étau se resserre autour des districts, villes, villages. C'est ainsi que le territoire palestinien est de plus en plus (re)découpé et réduit ! Les déplacements des populations et des biens sont filtrés. Ces nouvelles frontières (murs, voies de circulation, routes de contournement, check points...) matérialisent une ségrégation spatiale et la volonté de l'État israélien d'enfermer et d'isoler les Palestiniens mais aussi de contrôler l'économie palestinienne, l'entrée ou la sortie des biens.

Les terres palestiniennes ont été réquisitionnées et confisquées pour des implantations militaires dites de « sécurité » ou pour la construction de colonies qui constituent également des espaces de contrôle et des freins à la circulation des palestiniens qu'elle soit pour des raisons de travail (en moyenne 70% des déplacements) ou des raisons personnelles (santé, famille, loisirs ou religieuses pour se rendre à Jérusalem...). Les grandes villes palestiniennes de Cisjordanie sont dotées d'une gare de mini-bus et taxis collectifs qui desservent les autres grandes villes et zones enclavées palestiniennes. Pour les emprunter, les palestiniens doivent justifier leurs déplacements.

Ceux qui possèdent une plaque d'immatriculation « jaune » peuvent se déplacer librement en Israël et en Cisjordanie. Seuls les Palestiniens israéliens (ceux de 48) et ceux de Jérusalem Est en sont munis.

Les plaques « blanches » sont non autorisées à franchir la « ligne verte » (ligne de démarcation datant de 49), c'est à dire, plus ou moins la Cisjordanie.

Les plaques « vertes » sont réservées aux véhicules de transports collectifs admis depuis les accords d'Oslo (1994) à passer la ligne verte, mais encore faut-il avoir une autorisation préalable soumise à des quotas rigides.

Enfin, il y en a peu mais les plaques rouges sont réservées aux véhicules gouvernementaux de l'Autorité palestinienne autorisés à franchir la ligne verte à condition que les occupants aient obligatoirement une autorisation.

La délivrance des plaques d'immatriculation est donc liée aux statuts identitaires et administratifs de la population. Ce cas illustre bien le système de ségrégation imposé aux palestiniens.

Lod

Nous avons la chance de faire la visite de Lod avec deux jeunes palestiniens : Fida Shehada (Fida131@hotmail.com) qui fait partie d'une association de jeunes palestiniens de Lod appelée, « le Pas » et Souhel du groupe de rap palestinien DAM.

Lod (ou Lydda) est une des plus anciennes villes encore habitée puisque les premières traces de population datent de l'âge du bronze (moins 2000 av J.C). C'est alors une cité cananéenne. Elle fait des cités régulièrement sous le contrôle de l'Egypte et des Hittites d'Asie Mineure (actuelle Turquie).

Lod, ainsi que la ville de Ramla qui se trouve juste à côté, est prise par les forces israéliennes en 1948 de manière très violente. C'est l'un des plus grands massacres de la guerre avec Deir Yassin puisque 250 habitants civils, hommes, femmes et enfants y sont exécutés froidement après les combats. Les forces israéliennes expulsent de force des dizaines de milliers d'habitants sur la route de Ramallah...où ils se retrouvent réfugiés...

La ville compte aujourd'hui près de 75 000 habitants si on compte les environs. 69% sont juifs israéliens. 24% sont palestiniens ayant la nationalité israélienne (parmi eux 23% de musulmans et 1% de chrétiens palestiniens).

Aujourd'hui, Lod est le plus grand nœud ferroviaire du pays. Elle est située à proximité de l'aéroport international David-Ben-Gourion de Tel Aviv. C'est aussi à Lod qu'il y a le centre d'intégration de l'Agence juive, le principal organisme pour la gestion des immigrants juifs arrivant en Israël...

La politique d'expulsion des palestiniens d'Israël est continue même si leur cas est moins connu qu'à Jérusalem Est. Nous visitons un quartier où des palestiniens sont sous la menace des expulsions. Parfois, ils sont obligés, eux-mêmes, de détruire leurs maisons construites « illégalement » car l'état israélien n'a délivré aucune autorisation de construction depuis 1948 ! Ces palestiniens possèdent des actes de propriété des terres mais les procédures administratives ou juridiques, longues et coûteuses aboutissent rarement. L'état impose à ces familles de fortes taxes s'il se charge lui-même de détruire les maisons après un ordre d'expulsion. Des quartiers entiers sont ainsi investis et servent à construire des logements neufs pour les juifs israéliens.

Dans le quartier que nous visitons, seulement 3 semaines après notre venue, plusieurs maisons sont détruites et les populations ont installées des tentes. Le spectacle est édifiant : un amoncellement de pierres dans lesquels on peut parfois distinguer les restes des meubles. Des femmes viennent à notre rencontre pour nous raconter comment les soldats sont arrivés et les ont forcé à quitter leurs maisons. **Une femme très âgée, au visage buriné a les yeux qui brillent encore de révolte. Elle témoigne de la violence avec laquelle elle a vécu le moment et où ses enfants et petits enfants se sont retrouvés dehors. Très digne, elle nous prend à témoin : « on est là. On ne bougera pas. On n'a pas nos droits mais on ne bougera pas ! ».**



Nous nous rendons ensuite dans **le village de Dahmach** situé entre Lod et Ramlé, qui n'est pas reconnu officiellement. D'ailleurs la route est impraticable et notre bus a bien du mal à avancer. Un immense mur sépare Dahmach d'un quartier israélien flambant neuf avec maisons luxueuses et jardins arrosés. Nous rencontrons **Arafat Ismaël**, un habitant qui fait partie du comité de défense de Dalmach et qui nous explique, carte à l'appui, comment Israël s'empare des terres palestiniennes et refuse tout permis de construire.



De retour dans le centre de Lod, une rencontre avec **le parti BALAD** est prévue. Sont présents un représentant du Rassemblement National Démocratique (BALAD) et un ingénieur membre du conseil municipal de Lod. Balad qui est un parti nationaliste arabe constitue l'un des principaux partis politiques actifs en Israël. Il naît en 1995, créé par un groupe de jeunes intellectuels arabes israéliens mené par **Azmi Bishara**, un palestinien d'origine chrétienne, proche du parti communiste palestinien mais souhaitant s'en démarquer.

Abdelfattah Awad, secrétaire général du Balad qui nous reçoit, précise que les palestiniens de 48 font parti intégrante du peuple palestinien. Ce sont les rescapés de 1948 (80% de la population a été expulsée). Longtemps, la propagande israélienne cherchait à dissimuler les expulsions forcées. Les livres ne faisaient pas mention de la *nakba*. Ils cherchaient à créer une

population sans identité nationale, sans culture. Les enseignants qui refusaient d'appliquer ces règles étaient remerciés. Lui-même Araf, notre interlocuteur, a fait parti de ces enseignants. Il a perdu son travail en 1979 pour avoir refusé de falsifier la réalité historique. Aujourd'hui les programmes scolaires n'ont pas évolué malgré les revendications de plusieurs partis politiques et associations.



Jusqu'en 1984, les partis arabes indépendants ne sont pas autorisés en Israël. Le seul parti ayant des membres arabes palestiniens est le parti communiste israélien. Il a reconnu l'autodétermination des juifs et à ce titre il a été autorisé à inclure des membres palestiniens... A cette époque, le parti communiste israélien n'est pas, non plus, véritablement indépendant car sous influence de l'URSS ayant reconnu la création d'Israël. Le parti BALAD qui est un parti marxiste, a souhaité se démarquer du parti communiste sur ces positions historiques. **Il pense que c'est une erreur du parti communiste israélien d'avoir posé la « question palestinienne » uniquement d'un point de vue des luttes des classes alors que pour BALAD, c'est un mouvement national dès le départ.**

Aujourd'hui les partis politiques arabes palestiniens d'Israël sont réunis au sein d'une plateforme commune. Car les palestiniens de 1948 sont victimes de la judaïté d'Israël en même temps que de sa « démocratie ». L'état israélien qui se veut démocratique pratique en réalité une politique discriminatoire en direction des palestiniens d'Israël. Ils considèrent que les palestiniens menacent la présence juive et qu'ils constituent un danger pour son existence. Le racisme est ouvertement déclaré au sein de la Knesset. Chaque jour, on invente des lois discriminatoires. La dernière : il est interdit légalement d'accueillir des habitants palestiniens dans les villages juifs (même s'ils le voulaient). Autre exemple : la loi sur la réunification des familles a été supprimée...

Balad réclame la transformation de l'état d'Israël en démocratie pour tous les citoyens quelle que soit leur nationalité ou leur origine ethnique. De ce fait, il conteste le fait que l'état d'Israël soit un état juif. Balad demande également qu'Israël reconnaisse les Arabes israéliens comme une minorité nationale, ainsi que les droits s'y rapportant comme une autonomie dans les domaines de l'éducation, de la culture ou des médias. Il réclame la fin des lois racistes et en premier lieu la loi du retour juif. Ces positions sont très violemment combattues par l'état juif car elles mettent en lumière qu'Israël n'est pas un état démocratique. Les membres du parti BALAD sont régulièrement menacés, soumis à des poursuites et à de fortes pressions politiques. Il y a même eu des procédures pour que ce parti ne puisse pas se présenter aux élections. Le procureur avait alors déclaré que le danger de ce parti est qu'il demande la pleine égalité !!!

El Ram

Nous reprenons le bus en direction de la Cisjordanie, à **El Ram**, ville palestinienne proche de Jérusalem. La ville est divisée par le mur, les habitants coupés de leurs terres, de leur école, de leur famille... Nous rencontrons **Fadwa Khader** qui a organisé la rencontre. C'est une femme politique de Jérusalem Est, membre de la direction du Parti du Peuple palestinien (le PPP, parti communiste palestinien) et de l'Association palestinienne pour le développement agricole (PARC). Elle a été arrêtée et emprisonnée en 2005 alors qu'elle était en campagne pour les élections législatives palestiniennes. Le PPP fait partie du bureau de l'OLP, il est signataire du Pacte d'indépendance. Il partage aujourd'hui la position de l'Autorité Palestinienne sur la question de l'arrêt des négociations pour obtenir un gel réel de la colonisation et l'application des résolutions de l'ONU. Comme la majorité des Palestiniens, le PPP n'est pas prêt à faire de nouveaux compromis sur les frontières de 67, sur le démantèlement de toutes les colonies, sur Jérusalem Est. Il faut ressouder et retrouver l'unité du peuple palestinien de plus en plus dispersé géographiquement et politiquement. Fadwa est également à l'origine d'un réseau de jardins d'enfants et d'une association pour la défense de l'environnement à El Ram (*Sunflower Association for Human and Environment Protection*) dans laquelle nous sommes reçus.

Nous passons la soirée en présence du conseil municipal d'El Ram, de citoyens membres associatifs (les femmes sont particulièrement actives à El Ram), de Aïda Touma Sliman, de Nazareth, membre du bureau politique du parti communiste israélien, responsable des relations internationales, de Denise Hamouri, mère de Salah Hamouri, jeune franco-palestinien prisonnier politique depuis 2005 et de son père.

On ressent que Fadwa est très heureuse de partager ces moments et d'échanger. L'accueil est chaleureux. Lorsqu'elle fait un point sur la situation politique, on ressent aussi beaucoup de révolte. La *Sunflower Association for Human and Environment Protection* a été créée pour travailler à la protection de l'environnement pour protéger l'être humain. Sa démarche est d'envisager la lutte contre l'occupation du point de vue de l'environnement, la construction du mur qui détruit l'environnement, qui coupe les terres, le manque d'infrastructures liées aux conditions de l'occupation...



Elle aide aussi la municipalité pour essayer, malgré le contexte, de transformer El Ram : construire des espaces verts, mettre en place des structures de recyclage, lutter contre la désertification des zones agricoles, contre la présence d'un réacteur nucléaire à Dimona, et

contre un phénomène qui devient très inquiétant, l'enterrement des déchets par Israël, en territoires occupés, sans aucun contrôle... Sans compter l'arrachage de milliers d'oliviers et le fait que les colonies déversent leurs eaux usées dans les champs palestiniens alors que la principale ressource, aujourd'hui encore, reste l'agriculture.

A travers les questions d'environnement, nous pouvons constater que l'on touche des questions politiques très fortement liées à l'occupation. Car cette occupation détruit les paysages et les moyens de subsistance des Palestiniens. L'objectif d'Israël est clair : pousser les Palestiniens à abandonner leurs terres afin d'en prendre possession.

Le Maire d'El Ram nous présente sa ville. C'est une ville récente, née dans les années 1970 pour accueillir les familles palestiniennes expulsées de Jérusalem, dont les maisons étaient détruites ou ne trouvant pas à se loger dans Jérusalem devenue surpeuplée. D'ailleurs 70% de sa population vient de Jérusalem. La ville fait partie intégrante du district de Jérusalem. Le mur traverse la ville qui se retrouve coupée en deux. Ce mur entrave gravement le développement de la ville car il l'a coupée de toutes ses terres agricoles. Plus de 60% des commerces ont fermés suite à la construction du mur et beaucoup d'institutions internationales ont été abandonnées.

Le Maire d'El Ram pense pourtant que c'est Israël qui est dans l'impasse même s'il donne l'image d'un pays « sûr de lui ». La position palestinienne est claire, juste, et elle est conforme aux résolutions des Nations Unies. C'est l'expression de l'agonie interne des Israéliens qui augmente la violence.



Le sénateur Michel Billout et Vincent Bony, conseiller municipal à Rive de Gier, membres de la délégation, se sont rendus à la prison de Gilboa proche de Haïfa où est retenu Salah Hamouri depuis 6 ans.

Ils témoignent en présence de Denise Hamouri, sa mère et de son père.



Salah Hamouri a été injustement emprisonné en Israël et condamné à sept ans de prison en avril 2008 par un tribunal militaire pour terrorisme pour des faits qu'il n'a pas commis. D'importantes campagnes de mobilisation ont été menées depuis en France pour la libération de Salah Hamouri qui est franco-palestinien.

Michel et Vincent rapportent que Salah Hamouri est confiant et conscient du rôle qui est le sien. Ils ont eu le sentiment d'être en face d'un dirigeant politique car son horizon allait bien au-delà de ses conditions d'enfermement. Salah prend sa captivité pour une « pause » dans son action militante. Une manière de mieux se préparer pour la suite. Il est très sensible à tous les soutiens qu'il reçoit et qui lui donnent du courage.

La question des prisonniers politiques (ils sont 11 000) doit être soulevée de manière plus importante, notamment celle des mineurs. Jusque là, les autorités françaises ont tardé à faire des gestes significatifs...On note des inégalités dans la manière dont le gouvernement français traite la question des prisonniers français à l'étranger. Il faut donc amplifier la solidarité.



Les échanges continuent autour d'un buffet réalisé par les membres de la *Sunflower Association for Human and Environment Protection* : nous avons la chance de déguster un savoureux *massaf* au poulet et des petits pains à la cannelle faits maison.

Vendredi 8 avril - RAMALLAH - JERUSALEM - RAMALLAH

Nous quittons Ramallah pour Jérusalem. La route n° 1 est l'axe principal qui permet de relier le centre ville de Jérusalem aux colonies du Nord et du Sud, en contournant le quartier arabe (c'était autrefois la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest de Jérusalem). Sur la route, on peut voir les colonies de Maale Adumim et de Kfar Adumim qui en vérité ne font qu'une et s'étendent sur plusieurs kilomètres...

Alors que les villages palestiniens sont intégrés au paysage (constructions au flanc des collines, espaces entre les maisons, zones agricoles respectées...), les colonies, elles représentent un véritable abcès dans le paysage : elles sont perchées en hauteur. Les maisons, toutes identiques avec leurs toitures rouges brique sont bien alignées. Il a fallu souvent raser des forêts pour les installer ou arracher des oliviers en contre bas pour assurer leur « sécurité » et permettre une visibilité à plusieurs kilomètres à la ronde...Un mirador et des barbelés viennent compléter le décor...

Arrivés à Jérusalem, nous avons la chance d'avoir un long échange avec Michel Warschawsky, universitaire, journaliste, essayiste israélien qui se définit comme « militant anticolonialiste » (voir ces nombreux articles sur Internet), directeur de l'AIC (Alternative Information Center).

A l'origine, nous devions avoir une visite « spéciale » de Jérusalem en bus où Michel nous aurait montré *de visu* la progression du mur (ou plutôt « des murs » et des clôtures) et la politique de colonisation à Jérusalem Est. Mais l'actualité (frappes sur Gaza...) ont rendu les passages aux check points un peu tendus et le temps nous manque à cause des trajets supplémentaires. La rencontre se déroule donc au centre de l'AIC à Jérusalem. Le lieu est favorable à un échange de fond (peut-être davantage que si nous avions été en bus).

Michel pense que la paix n'est pas à l'ordre du jour avec Israël. C'est un état qui se veut « ethniquement pur » qui se sent menacé, qui est obsédé par la guerre, le combat de l'autre... Son objectif est de garantir que l'état israélien soit aussi ethniquement pur que possible, c'est-à-dire que la population arabe ne dépasse pas 25 à 30%... sinon, cela deviendrait un problème stratégique ! Quelques soient les tendances des gouvernements de droite comme de gauche, toutes les politiques israéliennes tentent de résoudre cette problématique : comment avoir un maximum de terre avec un minimum d'Arabes !

Il précise (et insiste) pour dire que ce fait n'est pas nouveau. Israël n'a jamais eu l'intention de prévoir à l'ordre du jour la paix. Il faut faire attention aux mots que l'on utilise : les discours politiques (Etats-Unis, Europe...) et les médias parlent toujours de « négociations de paix » ou de « processus de paix ». Ce sont des termes qui reviennent toujours lorsqu'on parle de la situation en Israël/Palestine. Or, ce sont des termes dangereux car, en réalité, il n'y a jamais eu de « paix », ni de « processus de paix » dans l'esprit et la politique d'Israël. C'est un leurre.



C'est pourquoi, Michel insiste pour parler de **COLONISATION**. Israël institue un rapport colonial avec les palestiniens. La colonisation est au cœur du problème et aussi la clé de la solution. Dans l'histoire, le gel de la colonisation est toujours le préalable de toute négociation de paix. Or, avec Israël, il y a une politique d'élargissement de la colonisation même pendant les négociations de paix !

C'est une stratégie pensée de longue date dont l'architecte est Ariel Sharon. Même s'il n'est plus présent politiquement, Ariel Sharon est omniprésent dans la politique israélienne actuelle. Il y a un plan, une cohérence. Non pas, comme on a pu parfois l'entendre, une logique impulsée par quelques extrémistes juifs mais une logique mise en place pour les 50 et même 100 ans à venir. Cette stratégie est parfaitement expliquée lors d'une longue interview d'Ariel Sharon accordée au journaliste israélien Ari Shavit pour le quotidien Haaretz, en mars 2001, quelques semaines après son élection.

La colonisation est faite de 3 éléments fondateurs pour Sharon :

1/ La guerre d'indépendance (guerre de 1948) n'est pas encore terminée et Israël a 50 ans pour parachever la colonisation de la Palestine (« Eretz Israel », c'est-à-dire le « Grand Israël »).

2/ La grave erreur de Rabin a été de vouloir fixer des frontières ! En aucun cas, il ne faut un accord de paix et pas de définition des frontières (gagner du temps sur le terrain). En cela, Sharon était contre le mur (c'est une idée des Travailleurs, c'est-à-dire de la gauche israélienne !).

3/ Que faire des Palestiniens ? Il faut trouver un moyen pour exclure les Palestiniens de Palestine. L'alternative au transfert des palestiniens (par exemple en Jordanie...) sera alors la concentration et la « cantonisation » des Palestiniens dans des zones qu'ils pourront appeler « état(s) palestinien(s) » si ça leur chante, mais dont la délimitation (les « frontières ») sera déterminée unilatéralement par Israël (qui en contrôlera de fait les accès, les ressources naturelles, l'eau en particulier).

Sharon a inventé la « cantonisation » et a fait des Palestiniens des « présents/absents ». Ils deviennent des trous dans un gruyère (c'est très visible sur le terrain lors de la visite de Jérusalem Est).

Ce « plan transitoire à très long terme » sera imposé unilatéralement. Il démontre qu'Israël n'ira jamais au-delà « d'un maximum de territoire pour un minimum d'arabes ». Sharon pense que le facteur temps doit jouer en la faveur d'Israël (50, 100 ans...). Il suffit donc de « gérer » le temps sur le terrain. A ce titre, l'exode régulier des palestiniens est un mauvais signe.

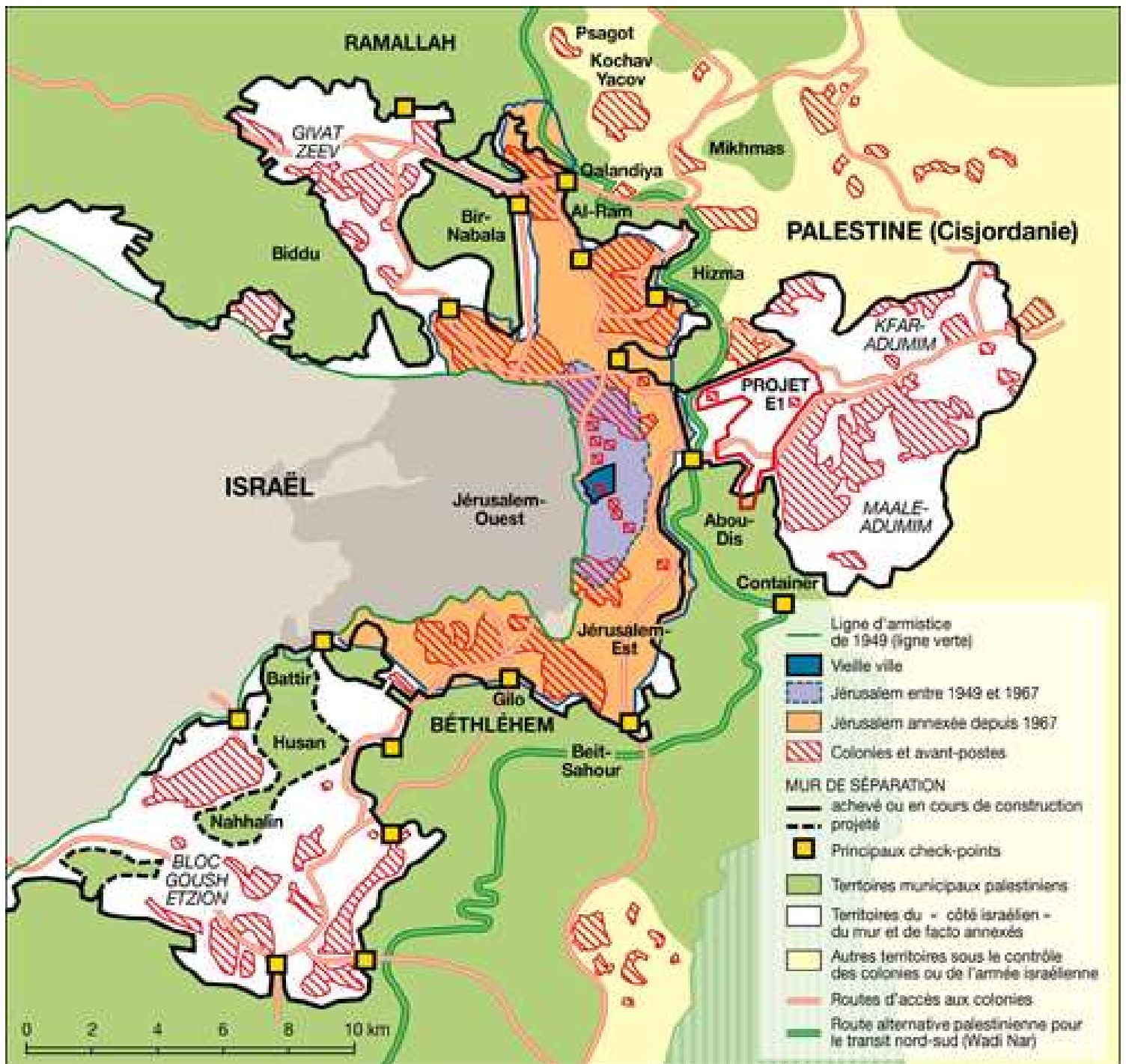


Michel nous explique comment se réalise l'aménagement du territoire :

Il y a un plan d'occupation des sols et d'urbanisme unilatéral qui s'applique à Jérusalem Est qui consiste à décréter des quartiers « zones vertes », non constructibles (empêchant les Palestiniens de s'agrandir). Ainsi, les Palestiniens qui construisent dans ces zones vertes sont dans « l'illégalité ». Le gouvernement israélien peut alors décider la destruction de toutes les constructions réalisées. Cela pousse les Palestiniens à s'installer plus loin, à partir.

La colonisation induit qu'il faut des colons pour coloniser. Sharon a alors inventé la colonisation sans colons ! Sur le terrain (voir la carte ci dessous), Michel indique qu'en territoire palestinien occupé, Israël aménage l'espace et « installe » sa présence même s'il n'y a personne ou peu de choses : il s'agit d'installer des « postes » israéliens en territoire palestiniens et de travailler sur l'aménagement du territoire. Pour cela, on implante une ferme,

un supermarché, un poste à essence, un arrêt d'autobus, des routes... le tout savamment orchestré, pour suggérer un « espace israélien ».



Michel poursuit sur la question de la continuité territoriale de la Palestine :

Le territoire palestinien n'a pas de continuité suivant le plan de Sharon. Mais pour ménager les USA et l'Europe, Israël va passer d'une géographie de deux dimensions à une géographie à trois dimensions : c'est le passage de la « continuité » à la « contiguïté ».

Cela veut dire que l'on construit des routes transversales qui relient l'Est et l'Ouest puis le Nord et le Sud avec un système de tunnels et de ponts. Ces routes, ponts, tunnels relient entre eux les territoires palestiniens ou Jérusalem aux colonies de l'Est sans qu'elles soient, pour autant, reliées entre elles. Elles sont distinctes les unes des autres. On voit alors, sur le terrain, 2 niveaux de routes : des routes israéliennes et dessous des routes qui desservent les villages palestiniens. A priori, la plupart des routes israéliennes ne sont interdites pas aux Palestiniens mais en pratique ils ne peuvent pas les emprunter car elles ne desservent que les colonies... Les territoires palestiniens deviennent des enclaves dans un espace israélien (les trous du gruyère). Le problème avec ce système, c'est que celui qui enferme est aussi enfermé !

Le mur n'est donc pas une « ligne » mais un « système ». En cela, les Palestiniens n'ont pas vu le leurre des accords de paix qui affirmaient geler la construction de nouvelles colonies tout en maintenant la possibilité d'agrandir les colonies existantes. En réalité, Israël a continué la colonisation en construisant de nouvelles colonies tout en affirmant qu'ils agrandissaient seulement les colonies existantes (et en les appelant « quartiers I, II... »). C'est comme cela que 50% de la Cisjordanie est aujourd'hui une immense colonie !

A Jérusalem Est, la colonisation progresse à un rythme effréné : de 170 000 colons en 2000, on pouvait compter plus de 180 000 colons en 2005. Aujourd'hui, grosso modo sur les 750 000 habitants de Jérusalem Est + Ouest, 250 000 juifs israéliens vivent à Jérusalem Ouest, 250 000 Palestiniens vivent à Jérusalem Est et 250 000 colons sont illégalement installés à Jérusalem Est (ces chiffres ne sont pas tout à fait précis mais ils sont faciles à mémoriser et ils indiquent les proportions).



Dans ce contexte, il est plus que jamais nécessaire de retracer la « ligne verte » de 1967 qui constitue la frontière du droit. Les dirigeants israéliens préfèrent régler la question « israélo-palestinienne » sans que les autres Etats s'en mêlent... Or, il faut une volonté internationale forte pour imposer le droit. Le discours du Caire du président Obama a constitué une source d'espoir. Malheureusement, années après années, cet espoir est tombé. On annonce chaque jour une nouvelle phase de colonisation à Jérusalem, c'est la réponse d'Israël ! Quant à la France qui représentait à l'époque de Jacques Chirac une « autre voix », avec le gouvernement Sarkozy et Bernard Kouchner, Israël n'a aucun souci à se faire !



L'échange se poursuit sur la question de la société israélienne :

Michel pense que la société israélienne est malade, particulièrement les jeunes. Le phénomène de drogue chez les jeunes israéliens ou de départ à l'étranger s'intensifie. Des études montrent que le rapport colonial qu'impose l'état israélien en direction des palestiniens, produit des effets néfastes sur sa propre société, sur les rapports que les gens entretiennent entre eux, sur les règles de politesse ou de citoyenneté. Les jeunes israéliens qui partent à l'étranger n'hésitent pas à tenter des aventures de plus en plus dangereuses. Ils se mettent en danger à travers des expériences extrêmes. Il y a aussi un important phénomène d'immigration qui touche aujourd'hui les classes moyennes.

Mais Michel entrevoit également une lueur d'espoir... :

Il y a aussi de plus en plus de jeunes israéliens qui se sentent concernés par la situation, notamment celle des expulsions des palestiniens à Jérusalem Est. Ils se regroupent chaque semaine dans des quartiers de Jérusalem ou n'hésitent pas à franchir le mur malgré l'interdiction pour un israélien d'aller en territoire palestinien sous peine de prison et d'amendes ! Ils manifestent, soutiennent les familles palestiniennes. Ce qui est nouveau c'est qu'ils ne sont pas organisés ou pilotés par des partis politiques et n'appartiennent à aucun groupe organisé. Ils sont uniquement motivés par le sentiment d'injustice. Ils représentent une force de plus en plus incontournable en Israël...peut-être une alternative ?



Ces jeunes israéliens outrepassent tout le temps la loi israélienne leur interdisant de se rendre dans les territoires occupés...Des grands panneaux rouges écrits en hébreu sont à l'entrée des territoires palestiniens pour indiquer la limite à ne pas franchir pour un israélien. Si un israélien est pris de l'autre côté, il peut être mis en prison alors que les liens entre israéliens et palestiniens sont indispensables. C'est pourquoi, dans le même esprit, les membres de l'AIC ont décidé de maintenir les rencontres avec leurs correspondants et amis palestiniens en territoires occupés en s'y rendant au moins une fois par semaine à tour de rôle même s'ils n'ont rien à y faire de particulier (et même s'ils risquent d'être pris).

Michel conclut que rien n'est irréversible. Les grands empire sont tombés et ont été réversibles. C'est irréversible lorsque les populations arrêtent de résister et acceptent les faits accomplis...



« Breaking the silence »

Une partie du groupe a rencontré une autre association israélienne à l'AIC. « *Breaking the silence* » (« *Brisons le silence* ») est une organisation de soldats israéliens qui ont décidé de parler publiquement de leur mission. C'est un mouvement d'appelés constitué au moment de la seconde Intifada. L'objectif est de recueillir les témoignages de soldats qui servent dans les territoires occupés et de les faire connaître. Ils se sont notamment intéressés au « comment et pourquoi tirer » ? Ils développent également un volet éducatif : conférences, expositions, visites organisées dans les territoires occupés (notamment à Hébron où les colons protégés par des soldats surarmés sont en plein centre ville palestinien). Cette organisation n'est pas « politisée » en cela qu'elle ne propose pas de solutions politiques à titre collectif sur la situation. Elle se focalise sur la question de l'attitude d'une armée d'occupation. Depuis sa création, elle a recueilli des milliers de témoignages, souvent anonymes mais qui permettent de mettre des mots sur la violence de l'occupation. La société israélienne étant très militarisée, ce mouvement (constitué de militaires) possède un certain écho dans la société israélienne...



A midi, nous sommes invités à une rencontre/réception au Consulat Général de France à Jérusalem (voir le site officiel sur Internet). Nous disons notre révolte et notre volonté de voir la France être plus ferme à l'égard d'Israël au Consulat, **Monsieur Frédéric Desagneaux.**

Nous sommes reçus très chaleureusement par une équipe au grand complet. Le discours du Consul de France témoigne de l'implication du consulat de France à travers des projets en direction des populations palestiniennes.



Des membres de la délégation poursuivent la rencontre sur les projets avec Damien Vaquier, en charge de la coopération décentralisée.

Pendant ce temps, l'autre partie du groupe rencontre **Ephraïm Davidi** syndicaliste israélien et membre du Maki (parti communiste israélien) qui fait parti du Hadash (Front Démocratique pour la Paix et l'Égalité), coalition de la gauche israélienne représentée à la Knesset. La rencontre se fait à **Cheik Jarrah**, juste avant la manifestation du vendredi. Ephraïm nous indique qu'il a choisi ce lieu stratégique pour nous rencontrer car les espaces démocratiques se rétrécissent petit à petit en Israël.



Il précise que la situation est très dure pour tous les progressistes, démocrates, intellectuels, syndicalistes israéliens. Il n'y a pas uniquement une discrimination en direction des palestiniens en Israël mais aussi en direction de tous les gens qui s'opposent au projet sioniste. C'est un état qui devient fasciste. La crise de l'occupation a fait taire la parole démocratique. Cela se voit partout dans la société : on assiste à des grèves et manifestations chez les étudiants, les travailleurs sociaux (en Israël, il y a des lois mais pas de constitution). Pendant ces grèves, les gens scandaient les mêmes choses que pendant les révoltes arabes ! Ils s'en sont inspirés ! Il y a quelque chose de cocasse dans le fait qu'Israël, qui était considérée comme la « seule » démocratie au Proche Orient, est maintenant à la traîne et même en net recul ! Cela montre également que l'on peut se mobiliser. Pour les gens de gauche, en Israël, c'est très important de montrer cette alternative. Le problème pour les israéliens de gauche anti colonialistes c'est la division des palestiniens au niveau politique (Fatah / Hamas). Car le gouvernement israélien assène la même rengaine en agitant le fait qu'il ne sait plus à qui parler (Hamas ou Fatah...) et qu'au final il n'a donc personne à qui parler ! De son côté, le parti communiste israélien essaie de garder des liens de coopération avec les partis palestiniens (Fatah, PPP...) malgré les interdictions de se rencontrer.



Concernant la Histadrout (le syndicat majoritaire israélien qui regroupe ½ millions de travailleurs), Ephraïm nous indique qu'il est aujourd'hui sous l'hégémonie du parti travailliste. Le parti communiste israélien y est aujourd'hui peu représenté. Lui-même a été un responsable important de la Histadrout mais il a démissionné de son poste et se trouve aujourd'hui dans l'opposition à cause des positions sionistes et pas assez claires de ce syndicat (dont il précise qu'il est aujourd'hui une bureaucratie syndicale). Ephraïm termine en soulignant que la société israélienne est également très divisée et qu'elle subit les effets d'une société ultra libérale. C'est important d'avoir cela à l'esprit car on imagine parfois la société israélienne comme un bloc unique alors qu'il y a aussi des luttes des classes et un potentiel de révolte. Par exemple, aux dernières élections municipales de Tel Aviv, Dov Kenin, le représentant du parti communiste israélien, a reçu plus de 30% des voix dont on sait qu'elles sont les voix des jeunes.

Amira Hass, journaliste israélienne du quotidien Haaretz arrive à Cheik Jarrah pour la manifestation (la place se remplit progressivement...). Elle vient échanger avec nous un petit moment pour confirmer les propos d'Ephraïm. En tant que journaliste d'opinion, elle se dit du côté des palestiniens et regrette que les manifestations de Cheik Jarrah aient un très faible écho dans la presse et médias israéliens.



Il est 16h et le quartier de Cheikh Jarrah se remplit d'une foule dense, jeunes et moins jeunes israéliens et palestiniens, ensemble. Ils se retrouvent tous les vendredis après-midi pour une manifestation contre les destructions de maisons palestiniennes. Depuis un an, des pacifistes israéliens protestent contre l'expulsion de familles palestiniennes et le projet du gouvernement israélien, approuvé en février 2011, de construire des nouveaux logements pour des colons israéliens dans la partie occupée palestinienne de Jérusalem Est.



Au cours de ces derniers mois, Israël a intensifié les démolitions de maisons palestiniennes à Jérusalem Est. Cette politique d'expulsion de familles et de démolitions de maisons palestiniennes se poursuit de manière inquiétante. Une ONG israélienne a recensé 74 démolitions sur ordre de la municipalité rien que sur les derniers mois de 2010 et début 2011. L'ONU a protesté. La France vaguement condamné...La présidence suédoise de l'Union Européenne réitéré sa demande de "stopper immédiatement les nouvelles constructions...".

La manifestation se déroule dans la bonne humeur et l'unité. Les gens scandent les slogans ensemble contre l'occupation, l'apartheid, les expulsions...C'est tambour battant qu'ils se rendent devant les maisons occupées par les colons. De nombreuses associations pacifistes israéliennes sont présentes ainsi que les familles palestiniennes expulsées.

Petit récapitulatif des principaux mouvements pacifistes ou anti colonialistes israéliens :

→ **Les Femmes en noir**, mouvement qui s'est développé en 1988 avec un message : stop à l'occupation. La force de ce mouvement est sa persévérance. Depuis 1988, un groupe de femmes se retrouvent toutes les semaines à Jérusalem ou dans d'autres lieux. Elles étaient 120 en 1988. Aujourd'hui, elles sont une 20aine au mieux...

→ **Makhsom Watch** (nom qui vient du mot hébreu « makhsom » signifiant barrage et du mot anglais « watch » signifiant observation) créée par trois femmes israéliennes très impliquées dans la défense des Droits de l'Homme. Leur but est d'être présentes aux check points pour

essayer, par leur présence, d'améliorer la manière dont les soldats se comportent avec les Palestiniens. Elles sont aussi présentes dans les tribunaux militaires. Les soldats pourraient être leurs fils, ceux de leurs amis, leurs voisins. Ce mouvement a eu un réel succès car plusieurs centaines de femmes passent chaque semaine quelques heures aux check points ou tribunaux. Ce mouvement est caractéristique car il ne regroupe pas des militantes habituelles mais des femmes de l'aristocratie israélienne, cultivée ayant parfois des enfants en charge de postes importants dans l'armée.

→ **Yesh Gvul (« il y a une limite »), les « Femmes antimilitaristes » ou les « refuzniks ».**

Ces derniers ne refusent pas systématiquement de faire leur service militaire mais refusent de servir en territoire occupé palestinien et d'obéir à des ordres qui ne seraient pas « éthiques ». La plupart des refuzniks ne sont pas des « pacifistes » au sens où ils pensent qu'Israël doit avoir une armée (souvent, ils sont sionistes) mais qu'il y a une limite à l'occupation illégale. Lorsque ce mouvement est né en 1982, cela a créé un grand choc dans la société israélienne (les sujets de l'armée et de la sécurité sont tabous en Israël). Aujourd'hui, le problème c'est que l'armée préfère manœuvrer lorsqu'elle est confrontée à un refuznik en le nommant à des tâches « alternatives » pour éviter que ce mouvement gagne en écoute. Du coup, ce mouvement se tourne contre l'impunité de l'armée israélienne. Il cherche à faire reconnaître les « dommages collatéraux » comme des crimes de guerre.

→ **Bat Shalom (« les filles de la Paix »)** rassemble des femmes israéliennes et palestiniennes.

Elles font parties du **Jerusalem Link** qui est une coordination de centres de femmes de Jérusalem. Ce qui caractérise Bat Shalom, c'est le travail en commun entre les femmes israéliennes et palestiniennes. Pour se rencontrer, elles transgressent les lois. Elles se rencontrent en Israël ou en Palestine sachant que les Palestiniennes n'ont pas le droit de franchir la frontière sans autorisations et que les Israéliennes peuvent être accusées de trahison. Leur rencontre est donc en soi une forme de résistance. Néanmoins, ces derniers temps, le mouvement se cherche car dans le contexte actuel les Palestiniens ne sont pas d'accord pour maintenir la « normalisation » des liens. www.batshalom.org

→ **Shalom archav (« la paix maintenant »)** est un mouvement ayant historiquement des liens avec les milieux politiques et influents d'Israël. Son objectif est de convaincre l'opinion publique et le gouvernement israélien qu'il est possible et nécessaire d'aboutir, par la négociation politique, à une paix juste et durable fondée sur le principe de « deux peuples, deux États ». Historiquement, il s'agit du premier mouvement israélien pour la paix. Mais s'il a autrefois possédé une réelle base politique, il est maintenant assez absent de la scène politique et se retrouve parmi les « minoritaires ».

→ **Taayoush** (« *vivre ensemble* ») mouvement judéo-arabe créée en 2000 pour lutter contre les escalades de violence. Il s'oppose par exemple aux colons ou à l'armée israélienne lorsque celle-ci expulse des villageois des terres palestiniennes. Leurs formes d'action relèvent souvent de la désobéissance civile. *Taayoush* organise également des groupes d'Israéliens pour aider des Palestiniens à récolter les olives et pour les protéger, à contacter des avocats, des journalistes ou à fournir du matériel vidéo afin qu'ils puissent témoigner d'éventuels abus.

→ **Le Bloc de la paix** (« *Gush Shalom* ») est une organisation pacifiste israélienne fondée en 1993 par Uri Avnery, écrivain et journaliste israélien. Uri Avnery est une figure emblématique en Israël : sa famille a fui l'Allemagne de Hitler et arrive en Palestine en 1933. A l'âge de 14 ans, il s'enrôle dans l'organisation armée nationaliste juive (Irgoun) pour lutter contre « l'occupant britannique. Il la quitte en 1941 car il est contre les positions anti arabe et anti sociale de l'organisation. Le Bloc de la paix milite pour une reconnaissance des deux peuples et de l'autonomie de chacun. Son objectif est donc de défendre la création d'un État palestinien, à côté d'Israël et distinct de celui-ci, selon la logique de « deux peuples, deux États ». Ce « pragmatisme » se distingue donc des associations qui militent pour une co existence de type « état binational » (l'AIC de Michel Warschawsky...).

→ « **Les Anarchistes contre le mur** », l'un des mouvements pacifistes israéliens les plus dynamiques de ces dernières années. Ce mouvement se bat contre le tracé des murs et clôtures israéliennes. Il organise des manifestations avec les Palestiniens et des comités de soutien. Par exemple, tous les vendredis, ils manifestent aux côtés des Palestiniens (et d'internationaux) dans le village de Beilin en Cisjordanie. Ils prennent des risques car ils pénètrent en territoire palestinien pour participer à des manifestations où ils sont parfois arrêtés et doivent faire face à des procès.



En dehors des associations, il y a aussi des juristes israéliens engagés...

Certains d'entre nous avons rencontré **Léa Tsemel**, avocate israélienne défendant les droits des palestiniens, des droits de l'Homme en Israël. Léa a été longtemps considérée comme celle qui aidait les « ennemis » de l'Etat, les « terroristes », celle qui « va de l'autre côté »... Avec le temps, le regard a un peu évolué et aujourd'hui elle provoque aussi du respect. Elle défend les droits des palestiniens face aux autorités israéliennes, pour des délits d'opinion. Cela peut être une adolescente de 16 ans accusée d'avoir jeté des pierres. Cela peut être une victime de 60 ans accusée d'avoir mis en place une organisation islamique, des familles expulsées de leurs maisons. Ou encore toutes les tracasseries des autorités israéliennes imposées aux palestiniens...

Il y a un océan de cas liés au quotidien des Palestiniens sous occupation. Elle ajoute que là où il y a égalité pour les Palestiniens, c'est dans la répression envers eux ! Tout le système est fait pour développer la dépendance. Les Palestiniens ont besoin d'un permis pour tout et tout ce qu'ils entreprennent doit faire l'objet d'un OK des autorités israéliennes.

Pour clore ce chapitre, il faut préciser que ces mouvements pacifistes, anticolonialistes restent minoritaires en Israël et mal perçus. Ils sont assez peu visibles globalement dans la société israélienne et très éloignés de l'opinion médiane israélienne. Ils n'ont pas d'impact sur les décisions du gouvernement israélien. De ce fait, la « normalisation » dans les relations entre Israéliens et Palestiniens est très difficile.

Un peu plus tôt, Michel nous avouait qu'il y a 40 ans, on pouvait dire qu'on ne savait pas exactement ce qui se tramait derrière les décisions du gouvernement israélien. Aujourd'hui, tout le monde peut voir. Tous les Israéliens (ou presque) ont fait l'armée, se sont retrouvés dans les territoires occupés. Les grandes associations pacifistes comme « le mouvement pour la paix » qui avait une certaine influence sur les décisions politiques en Israël se retrouvent aujourd'hui minoritaires et font partis de la « petite roue » des militants. Il ne faut pas le nier : c'est un vrai succès de la politique sioniste !

Les mouvements de paix en Israël pourront, peut être, créer une alternative mais cela prendra du temps. Le seul espoir viendra donc des pressions extérieures. Le boycott est un moyen de pression. Tous nos interlocuteurs qu'ils soient palestiniens ou israéliens nous l'ont dit : cela a marché avec l'Afrique du Sud !

Il faut faire connaître un fait réel : l'APARTHEID des palestiniens.

Cela peut avoir un écho en Europe et dans le monde comme pour l'Afrique du Sud.



Point sur les familles de Jérusalem Est expulsées

Ces familles font généralement partie des réfugiés suite à la *Nakba* et à l'expulsion des Palestiniens en 1948. En 1956, l'UNRWA leur a octroyé des lopins de terre dans des quartiers de Jérusalem Est afin qu'elles puissent y construire des maisons, en échange de la renonciation à leur statut de réfugiés et à tous les droits qui sont liés à ce statut. Ces lopins de terre ont été négociés entre l'UNRWA et la Jordanie (sous le contrôle de laquelle la Cisjordanie s'était retrouvée en 1948 suite à la « non-crétation » de l'Etat de Palestine) sur la partie de la Palestine qui n'avaient pas été occupée par Israël.

Les familles ont réussi à remonter la chaîne des propriétaires jusqu'à l'époque ottomane. Les actes de propriété de ces maisons sont à Istanbul puisque la Palestine était ottomane jusqu'au Mandat britannique instauré après la 1^{ère} Guerre Mondiale. En raison de ses bonnes relations avec Israël, le gouvernement turc a longtemps refusé l'accès des archives aux familles palestiniennes qui voulaient retrouver les actes de propriété.

Lorsqu'elles sont menacées d'expulsion, et cela s'est intensifié ces dernières années, les familles palestiniennes tentent de retrouver les traces des actes de propriétés de l'époque ottomane pour prouver qu'il y avait une chaîne d'actes de ventes et de propriété. Des associations israéliennes comme *Oriental Jews Association* et *Knesseth Yisrael Association*, leur contestent ce droit et mènent des procès pour occuper les lieux et s'y installer à leur place. Cette pratique d'associations juives est à mettre en relation avec la politique globale israélienne de changer le visage de Jérusalem Est et sa majorité démographique. Les procès durent plus ou moins dans le temps, parfois cela prend plusieurs années mais presque à chaque fois l'issue est la même : l'ordre d'expulsion est donnée aux familles palestiniennes.

Les familles sont alors sous la menace permanente. Parfois, des bénévoles viennent dans les maisons et se relaient pour occuper les lieux. Il faut imaginer l'état psychologique des familles. Les enfants ont peur, ils dorment avec parfois leurs cartables sur le dos ! Mais lorsque un ordre d'expulsion est donné, l'issue est toujours la même : les soldats et policiers israéliens surarmés viennent en masse en pleine nuit, défoncent les portes, expulsent les familles et les bénévoles internationaux sans ménagement et jettent tout le monde dehors. En quelques heures, les soldats vident les maisons et y installent des familles israéliennes.

Certaines familles palestiniennes décident de s'installer sous des tentes dans leur rue avant leur nouvelle expulsion, de la rue cette fois ! Si les familles palestiniennes s'entêtent, elles sont menacées d'être expulsées et interdites de séjour dans toute la région de Jérusalem. Finalement les familles se dispersent et sont contraintes de trouver refuge chez d'autres... L'UNRWA n'intervient pas juridiquement. L'organisme offre « généreusement » quelques aliments pour subvenir aux besoins de base...Mais les actions continuent : les familles installent des toiles de tente et des piquets pour faire connaître leur histoire et des manifestations sont organisées chaque semaine (voir exemple de site internet : www.standupforjerusalem.org).



De retour dans le bus, nous sommes, tour à tour, consternés, révoltés, solidaires du peuple palestinien meurtri, admiratifs aussi du courage de certains israéliens... En soirée, c'est finalement l'espoir qui s'impose car une surprise nous attend. Nous allons à Ramallah pour visiter le centre Al kamandjati, une bouffée d'oxygène !

Al Kamandjati est une association créée par **Ramzi Aburedwan**, étudiant palestinien au Conservatoire National d'Angers, originaire du camp de réfugiés d'Al Amari près de Ramallah. Son objectif est de mettre sur pied des écoles de musique pour les enfants les plus démunis de Palestine, en premier lieu ceux des camps de réfugiés. Le centre est localisé dans une vieille maison ottomane avec une vue imprenable sur la ville de Ramallah. Il a bénéficié d'une restauration de jeunes architectes suédois qui ont marié avec talent les vieilles pierres ottomanes avec des éléments très modernes s'inspirant des instruments de musique...



La vue en cette fin de journée printanière, depuis le toit du centre, est splendide. On peut entendre l'appel du muezzin du minaret proche. Ramzi a installé une salle de concert éphémère sur le toit. Il a réuni pour nous une partie de **l'ENMAP (Ensemble National de Musiques Arabes de Palestine)**, dont il est le directeur, composé d'une trentaine de musiciens et chanteurs professionnels. Cet ensemble vise à redonner vie à l'héritage musical arabe et regroupe parmi les meilleurs talents de toute la Palestine. Pour fêter les 10 de l'association Al Kamandjati, Ramzi veut organiser une grande tournée de l'ENMAP en France en 2012. La nuit étoilée s'installe. Les sons de la musique arabe et des chants se mêlent à une brise fraîche et parviennent à soumettre tous les cœurs. L'instant est magique. Une fois encore, c'est la culture palestinienne qui est la résistance et l'espoir de ce pays !

Les RDV sont pris pour la tournée de janvier 2012 !



Notre groupe se partage de nouveau. Pour les uns, ce sera **Bethlehem**, pour les autres, **Hébron**.

Après le passage du cheik-point et du mur nous arrivons à Bethlehem et sommes accueillis par nos fidèles partenaires et amis palestiniens : **Ahmed Muhaisen**, **le co-président de notre association, Shadi, Raed, Naji...**



Ahmed Muhaisen est réfugié du camp de Deisheh, co-président de l'AJPF et coordinateur des jumelages dans les camps. Il a également été président pendant quelques années de l'association *BADIL (Resource Center for Palestinian Residency & Refuges, www.badil.org)*.

Bethlehem est une ville palestinienne située environ à 10km au sud de Jérusalem qui compte 25 000 habitants de confessions chrétienne et musulmane. Bethléem souffre beaucoup des bouclages et des incursions militaires israéliennes. Elle est aujourd'hui entourée du mur construit par les Israéliens, rendant tout accès à la ville par un check-point et des contrôles. Nous sommes impressionnées par les dispositifs mis en place pour encercler ce district. Une porte d'entrée est spécialement percée dans le mur pour laisser passer les cars de touristes tandis que les Palestiniens et les piétons, pour sortir du district, doivent emprunter le check-point par un grand couloir fait de grilles, barbelés, tourniquets à l'image des couloirs pour le bétail ! Les contrôles sont permanents et rendent tous les déplacements extrêmement difficiles et humiliants.

Le district de Bethlehem est situé en zone palestinienne (zone A. voir accords d'Oslo) et englobe les villes de **Beit Jala**, de **Beit Sahour** et les camps de réfugiés de **Deisheh**, d'**Aïda** et **El Aroub**.



Après la visite de l'église de la nativité, nous sommes reçus par **Victor Batarseh**, maire de Bethlehem (à droite) et des personnalités de la ville (à gauche, **Ahmed Muhaisen**). **Hind Khoury** (au centre), ex-ministre palestinienne de la ville de Jérusalem et ex-déléguée générale de Palestine en France, nous fait également l'honneur de sa présence.



L'échange est d'un haut niveau politique. C'est un moment émouvant car nous avons le sentiment d'être des hôtes de marque.

Victor Batarseh met en avant le fait que l'occupation israélienne vise la population palestinienne dans son ensemble qu'elle soit musulmane ou chrétienne. Il salue notre « courage » d'avoir franchi le mur de la haine et d'avoir fait l'effort d'aller à la rencontre du peuple palestinien.

La présence de cette délégation est pour lui, pour les palestiniens, un signe d'encouragement et un acte de résistance.

Il déplore que Bethlehem, ville symbole de paix, soit emmurée par un système de murs et de clôtures hauts de 9 mètres par certains endroits... Cela empêche la vie. Dans le district de Bethlehem, au cœur du territoire palestinien, il y a 22 colonies où vivent près de 87 000 colons. Ils se sont, bien entendu, installés sur les terres les plus fertiles de la région (région qui s'étendait à l'origine jusqu'à la mer morte et qui ne représente aujourd'hui que 13% de l'étendue totale du district). Alors que le premier secteur économique du district de Bethlehem était agricole, il est aujourd'hui un secteur sinistré.

Autre problème qu'impose le mur : les relations ancestrales entre Bethlehem et Jérusalem. Elles étaient très liées d'un point de vue économique, territoriale, religieuse, touristique. Aujourd'hui seuls 10% des palestiniens de Bethlehem ont des permissions pour se rendre à Jérusalem. Les hôpitaux et médecins spécialisés dans les domaines du cœur ou des maladies du cerveau se trouvent à Jérusalem.

Bethlehem est aussi un centre important de pèlerinage. S'il y a eu une légère hausse des fréquentations depuis 3 ans, cela reste fragile d'autant plus que la plupart des touristes ou pèlerins font l'aller et retour dans la journée sans rester à Bethlehem plus longtemps à cause des check points. Victor Bartaseh indique que les palestiniens, qui pour leur très grande majorité refusent la force, ont en face d'eux un peuple qui utilise massivement la force et qui possède l'arme nucléaire.

Il tient à préciser que cette situation est insupportable pour tout le monde. Les palestiniens réclament le droit à la vie, le droit à un état viable et l'application du droit international. Ils veulent être traités avec plus d'humanité.

Depuis les négociations Israël n'a eu de cesse de voler les terres du futur état palestinien. Dans ce contexte, il ne reste plus d'espoir pour construire un état viable. C'est pourquoi, il faut

passer à une étape supérieure et sanctionner Israël : faire appliquer le droit, utiliser le boycott, contraindre Israël à respecter de force les résolutions internationales. De son côté, le peuple palestinien a toujours vécu dans le respect de toutes les religions et des êtres humains quelles que soient leurs croyances. Ils sont un exemple du « vivre ensemble » depuis des millénaires. Bethlehém est jumelée avec 5 villes françaises, Creil, Paray le Monial, Chartres, Grenoble et Saint Herblain. Elle entretient également des relations avec plusieurs autres villes de par le monde. Cela montre la volonté d'ouverture et de relation avec les citoyens du monde.

Michel Billout, Sénateur et membre de la délégation s'exprime au nom de notre délégation.

Il indique que l'on vérifie chaque jour sur le terrain ce que l'on savait déjà. Cela nous permet de renforcer la solidarité en direction du peuple palestinien. Cela implique aussi qu'il faut faire davantage. Le jumelage est un moyen important pour arriver à sensibiliser l'opinion. Ils sont à l'honneur des villes qui sont jumelées avec des villes ou camps palestiniens. Il précise que tous les membres de la délégation sont des ambassadeurs, plus encore après avoir vu et entendu les paroles d'un homme épris d'humanité. Il relaye l'appel de la délégation à s'engager pour qu'un maximum d'élus français soutienne la déclaration d'un état palestinien sur les frontières de 1967 avec Jérusalem Est pour capitale d'ici septembre.

Les interlocuteurs palestiniens reviennent sur la stratégie palestinienne et la question de la réalité de terrain : est-elle favorable à la création d'un état viable ? Ils commencent par la question de la division palestinienne et indiquent que le président palestinien a pris les devants pour essayer de trouver une solution d'union nationale (d'ailleurs, au moment où la délégation est en Palestine, Mahmoud Abbas est en Egypte pour tenter un rapprochement avec le Hamas). C'est également une forte attente de la population. La délégation a pu constater que partout en Palestine, sur les places principales des jeunes, non encartés politiquement, ont dressé des tentes et se relayent tous les jours pour réclamer une réconciliation interne palestinienne.

Revenant à la question de la déclaration de l'état palestinien : Israël et ses alliés (USA notamment) essaient de convaincre les palestiniens de ne pas aller jusqu'au bout. Israël a profité des « négociations de paix » gagner du temps et prendre davantage de terres aux palestiniens. Hind Khoury ajoute qu'aujourd'hui les choses s'accélèrent pour démonter le discours officiel et la propagande israélienne. Avec beaucoup d'humour, elle rappelle que « Dieu est un Dieu de justice et pas un agent immobilier ! ».

L'actuel processus de paix, tel qu'il a été mené jusqu'à présent, n'a jamais existé ! Comme une ultime avancée dans le processus politique, l'Autorité Palestinienne veut maintenir sa position (déclaration de l'état palestinien). Cette déclaration mettra devant le fait accompli Israël et l'ONU. Elle permettra aussi de tester leur volonté de créer un état comme ils le

prétendent dans les médias. C'est pourquoi, les palestiniens attendent avec force tous les actes soutenant cette démarche. En cela, l'engagement des pays d'Amérique du Sud a été déterminant. Dans le cas où, l'état palestinien ne pourrait pas être créé en septembre, l'Autorité palestinienne « jettera l'éponge » et les palestiniens déclareront qu'ils sont en territoire occupé, donc sous administration internationale. Israël et l'ONU doivent comprendre qu'ils ont des responsabilités.

Les termes de la déclaration sont prêts du côté palestinien. Elle sera officiellement faite en septembre. Les responsables politiques palestiniens travaillent depuis un moment sur la constitution du système politique palestinien et apportent des garanties sérieuses à l'ONU. Ils veulent obtenir le soutien de l'ONU.

L'Autorité palestinienne soumettra sa demande d'entrée au Conseil de sécurité des Nations unies puis le Conseil « demandera aux membres de l'Assemblée générale de reconnaître l'Etat de Palestine ». Une telle reconnaissance revient à dire que la « Palestine » n'est plus seulement une question de « partage territorial » mais un Etat sous occupation. La Palestine dispose d'une population permanente, d'un territoire défini (bien que ses frontières ne le soient pas), d'un gouvernement et de la capacité d'entretenir des relations internationales. Elle correspondra alors aux normes internationales qui définissent l'existence d'un Etat, conformément à la Convention de Montevideo de 1933 sur les droits et devoirs des états.

Cette stratégie palestinienne représente une lueur d'espoir à mettre en lumière avec les révoltes arabes. Septembre sera un moment crucial. Victor Bartaseh conclue : « il faut prendre soin de notre humanité ».



**Voir annexe 1 en fin de dossier : Israël serait menacé d'un «tsunami diplomatique».
Article de Marc Henry du Figaro, publié le 14/04/11**

Nous déjeunons dans le camp de Deisheh. Etendu sur 1 km², il accueille 12 000 réfugiés issus de 46 villages détruits depuis 1948. C'est un des plus grands camps de réfugiés du district de Bethlehem. Il est régulièrement soumis à des incursions militaires israéliennes et à des bouclages. Nous sommes reçues dans le centre **FENEC (le phénix)** par **Mohamed Laham**, député palestinien issu d'un camp de réfugiés, **Naji Owde**, le directeur du centre ainsi que des responsables du comité populaire du camp. Ce centre a été baptisé phénix en raison des destructions qu'il a régulièrement subit et de la volonté des habitants de Deisheh de le reconstruire à chaque fois. Les Palestiniens de Deisheh en sont très fiers car il a été entièrement construit par des artisans et ouvriers du camp grâce à des fonds d'ONG étrangères. C'est un lieu où les gens peuvent se retrouver au calme pour parler, faire des activités, organiser des mariages. Il y a également une bibliothèque, une salle de sport et quelques chambres pour accueillir des visiteurs (souvent des internationaux qui mènent des projets), ainsi qu'un petit jardin public, seul espace vert du camp. Un lieu devenu le RDV des amoureux !
Phoenix Charitable Society : www.phoenixbethlehem.org / pr@phoenixbethlehem.org



Les femmes du camp nous ont préparé un plat traditionnel palestinien, une *makloub*. Cela veut dire « renversé » en arabe. Il s'agit d'un riz parfumé et aromatisé de paprika, cannelle, curcuma et clous de girofle avec du poulet et des amandes, le tout servi avec du yaourt.

Depuis le toit du centre, nous pouvons voir la ville de Bethlehem d'un côté et l'enchevêtrement des maisons du camp de réfugiés de l'autre côté, avec au fond, les colonies (voir photo). Lorsque les Palestiniens chassés de leurs terres situées sur le territoire d'Israël actuel sont arrivés à Bethlehem, ils se sont installés « provisoirement » dans les faubourgs de la ville. Les tentes ont été dressées puis remplacées par des constructions en dur progressivement (dans le centre du FENEC il y a une photo de 1953, de l'époque des tentes...)



Le camp de Deisheh a été le premier à être jumelé avec une ville française Montataire dans l'Oise. Voir reportage de France 3 Méditerranée du 27 septembre 2009 en ligne. C'est un documentaire de 10 mn réalisé à l'occasion de la délégation AJPF des 105 élus en avril 2009).

Nous faisons quelques pas dans le camp. La vie s'est organisée dans le camp et l'inventivité des Palestiniens pallie souvent le manque de moyens...

En fin de journée, nous nous rendons au camp de réfugiés d'Aïda, à côté, pour voir le mur de plus près, là où les Palestiniens du camp ont construit un « théâtre » à ciel ouvert. Ce théâtre en plein air est collé au mur comme pour transmettre le message qu'aucun mur ne peut empêcher la liberté d'expression. D'ailleurs, le mur devient sur des kilomètres un véritable lieu d'expression artistique et politique.



Aïda est un petit camp qui abrite 5000 personnes dont 14 familles chrétiennes. C'est pourquoi le Pape a choisi ce camp pour y faire un discours lors de sa visite en mai 2009. Il est jumelé avec la ville de Nogent sur Oise. **L'association Al Rowwad** (ayant pour but de soutenir l'association culturelle du camp d'Aïda... et le théâtre) a permis le renforcement des échanges (voir site internet d'Al Rowwad). Devant le mur, nous rencontrons son président **Abdel Fattah Abu-Srou** qui est francophone. Le travail de toutes ces associations dans les camps, particulièrement avec les enfants joue un rôle important car les enfants sont devenus les « transmetteurs » de la mémoire. Il contredit ce que Ben Gourion¹ avait prétendu lors de la création d'Israël et l'expulsion massive des palestiniens en disant que les vieux allaient mourir et les jeunes oublier !

En fin de journée, nous rejoignons l'autre partie du groupe qui a fait la visite d'Hébron pilotée par l'Association d'échanges culturels Hébron-France. Ils reviennent particulièrement choqués de ce qu'ils ont vu.

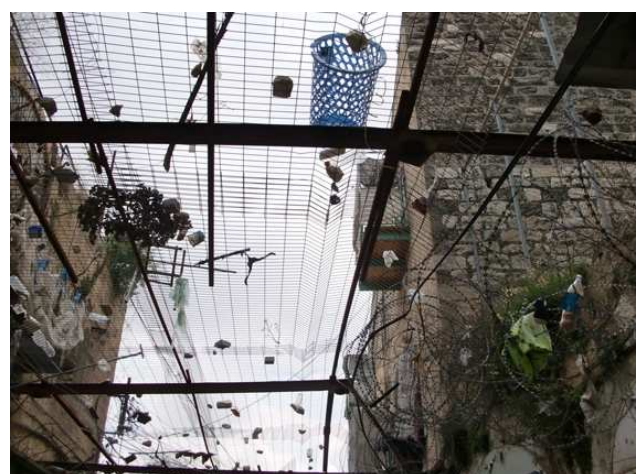
¹ Homme politique et fervent militant sioniste, il a été le fondateur du parti travailliste israélien et premier ministre de 1948 à 1953 puis de 1955 à 1963.

Forte d'une histoire de plus de 5 000 ans, **Hébron** est dotée d'un patrimoine historique universel de premier plan grâce à sa vieille ville. Celle-ci est menacée de disparition. Un comité international s'est constitué pour la préserver, dans lequel on trouve de nombreux élus français. Hébron se trouve au croisement de routes historiques de Jérusalem. Elle est située à 35 km au sud de Jérusalem et c'est le principal centre urbain de la rive occidentale du Jourdain.

Considérée comme l'une des plus anciennes villes du monde, elle est renommée depuis des siècles pour son raisin, ses ateliers de verrerie et de céramique, ses carrières de pierre et de marbre, le travail du cuir et plus encore par son principal monument, la Mosquée d'Abraham ou Tombeau des Patriarches.



La ville compte aujourd'hui 260.000 habitants (le district environ 500.000). Depuis janvier 1997, 80% de la ville sont passés sous autorité palestinienne (zone H1) tandis que 20% restent sous contrôle israélien (H2, comprenant la vieille ville et la Mosquée d'Abraham). Dans le centre historique d'Hébron, dans le souk particulièrement, quelques centaines de colons fanatiques (ils seraient 400 environ) ont investi les bâtiments de la ville haute. Ils font vivre un enfer aux palestiniens qui font leur marché en contrebas et qui ont du se protéger des jets d'ordures en installant des filets en hauteur ! Certains passages du souk, autrefois animés et fleuron des marchés orientaux, sont aujourd'hui désert. Les boutiques sont fermées. Pour assurer la « sécurité » de ces quelques colons, Israël déploie une force armée permanente de plusieurs milliers de soldats. On ne compte plus les agressions envers la population palestinienne sans pratiquement aucune réaction des autorités israéliennes.



Nous repartons tous pour Kalendia en fin de journée.

Nous devons traverser deux points de passage : celui de Bethlehem dans l'autre sens puis celui de Kalandia, situé à l'entrée de Ramallah. Pour passer du nord au sud de la Cisjordanie, on est obligé de traverser Jérusalem, et donc de repasser deux fois la « frontière ». La seule alternative - utilisée par les Palestiniens qui, eux, n'ont pas le droit d'accéder à Jérusalem, est un trajet de plus de 60 km qui contourne la ville (au lieu de 25 km pour le trajet direct), parsemé de barrages militaires.



Le camp de Kalendia accueille environ 10 000 réfugiés. Il désigne également le check-point le plus important qui sépare Israël de la Cisjordanie. C'est par le check-point de Kalendia que des dizaines de milliers de palestiniens transitent pour se rendre dans la capitale administrative palestinienne, Ramallah.

Le camp de Kalendia est jumelé avec la ville de Pierrefitte depuis plusieurs années. Il a été créé en 1948 suite à la nakba pour accueillir les palestiniens qui venait de la région côtière (jaffa notamment).

Nous sommes reçus dans le centre des jeunes où des associations palestiniennes soutenues par des villes jumelées, associations françaises ou ONG étrangères font connaître la culture et l'artisanat palestinien en même temps qu'ils permettent de développer la micro-entreprise palestinienne, de créer une activité et des emplois pour les réfugiés.

Cet artisanat est présenté : broderies du centre des femmes dirigé par **Moyassar**, sandales et ceintures en cuir (nous visiterons plus tard la coopérative de production de ces sandales : « *les empreintes de la paix* ») et récemment une idée originale de fabrication de produits issus de la mer morte portée par **Chloé et Wessam Eide** qui habitent Kalendia. Selon les accords d'Oslo, une partie de la mer morte doit revenir aux palestiniens mais Israël occupe toute la zone et empêche le développement économique de cette zone. L'exploitation des sels de la mer morte est exclusivement dominée par Israël. Ce projet mérite donc une attention particulière car au-delà du produit de qualité, le développement de cet artisanat est un acte politique.

Les articles seront également vendus à la fête de l'Humanité 2011 sur le stand de l'AJPF (village du monde).



Une soirée exceptionnelle a été organisée par nos amis et partenaires du camp de réfugiés de Kalendia à l'occasion de la date anniversaire de Deir Yassin.

Le massacre de Deir Yassin reste un événement très marquant dans l'histoire du conflit israélo-palestinien. En 1948, des combattants extrémistes juifs de l'Irgoun pénètrent dans ce village et massacrent tous les habitants. Ce massacre d'une rare violence a fait 250 victimes civiles, la plupart des femmes et des enfants. Il a eu des répercussions importantes sur la suite du conflit, notamment en favorisant l'exode du peuple palestinien, terrorisé par l'idée de subir le même sort. Il a aussi été le déclencheur de l'intervention des pays arabes voisins dans le conflit (Syrie, Egypte...).



Nous avons la chance d'écouter le témoignage exceptionnel **d'Abu Jaber**, palestinien âgé de 84 ans (il avait donc une vingtaine d'années en 1948) qui a vécu la *nakba*, l'exil des palestiniens. Son témoignage est bouleversant, épris d'humanisme. Il raconte que les juifs sont venus en Palestine après l'holocauste et que les palestiniens les ont accueillis et ont partagé. Malheureusement, ils ont été manipulés par le mouvement sioniste, soutenus par la Grande-Bretagne et les grandes puissances internationales. Abu Jaber était alors soldat palestinien sous le mandat Britannique...alors que les Britanniques soutenaient les milices sionistes ! Le peuple palestinien était sans arme (cela avait été interdit par les Britanniques) et régulièrement les milices sionistes attaquaient les villages. Malgré ses souffrances, malgré son exil forcé, malgré les humiliations, Abu Jaber n'a pas de haine et continue d'espérer. Il espère le soutien de l'Europe pour pouvoir retourner un jour chez lui, sur ses terres et y vivre en paix avec les juifs !



**Quelle leçon de dignité, d'humilité pour nous
qui depuis le début de notre voyage ressentons de la colère (à minima)
et un sentiment d'impuissance par tout ce que nous découvrons.
C'est paradoxal mais nous commençons à réaliser que ce sont les palestiniens qui nous
aident ! Ils nous permettent d'être plus forts et de continuer à espérer !**

La soirée se termine, comme toujours en Palestine, par un savoureux dîner préparé par les femmes du camp de Kalendia (un plat palestinien fait d'une grande galette servie avec une couche d'oignons épicés mijotés sous un morceau de poulet grillé... et toujours notre yaourt en accompagnement), par de la joie, des danses, des rires. Nous assistons à des chants d'enfants palestiniens et un spectacle de *dabké* (danses traditionnelles) réalisés par des jeunes du camp qui portent des vêtements réalisés à partir de *Keffieh* qu'envient toutes les femmes de notre délégation !



Dimanche 10 avril - RAMALLAH

Ramallah est la capitale administrative de l'Autorité palestinienne, située à 10 kilomètres de Jérusalem. Elle est peuplée de palestiniens musulmans et chrétiens et, depuis 1948, de nombreux réfugiés issus de la partie de la Palestine devenue Israël. Elle comprend environ 40 000 habitants, 220 000 en comptant ceux de l'agglomération formée par Ramallah et les 88 villes et villages qui l'entourent. On estime que chaque jour Ramallah est fréquentée par 80 000 personnes. C'est la capitale économique et culturelle de la Palestine depuis que Jérusalem est bouclée. D'une superficie de 5000 hectares, la ville est réduite à cause de la politique d'annexion d'Israël et par les colonies.

La ville doit faire face à de grosses difficultés liées à la colonisation, au blocage des salaires des fonctionnaires, aux aides ralenties... Néanmoins, on constate une forte activité notamment dans la construction de bâtiments, de routes, d'infrastructures qui améliorent le cadre de vie. Même si nous savons que cette économie est superficielle (les fonds proviennent principalement de la diaspora palestinienne qui travaille dans les pays du golfe), on ne peut qu'être admiratif devant cette énergie, cet appétit d'entreprendre, l'imagination des palestiniens pour continuer de construire leur pays, leur vitalité malgré tous les obstacles imposés par la colonisation.

Ramallah offre donc l'image d'une ville dynamique, hospitalière, d'une grande diversité et ouverture d'esprit. Elle est un foyer culturel important en Cisjordanie (présence d'un centre

culturel germano-français). Tournée vers le monde, c'est une ville multiconfessionnelle qui respecte les différents cultes, religions, cultures et courants de pensées.



C'est à Ramallah que Yasser Arafat avait son « palais » présidentiel, la Muqata'a et où il est inhumé depuis 2004. Plusieurs années avant sa mort, le Président Arafat était consigné dans les bâtiments de son palais réduit à quelques pièces étroites et mal éclairées pour se protéger des tirs des chars israéliens postés tout autour des bâtiments et dans la ville.

Le matin, nous lui rendons un hommage et déposons des gerbes au nom de l'AJPF, de l'ANECR conduit par le Sénateur Michel Billout et du parti socialiste chilien en France représenté par une membre de notre délégation. C'est un moment émouvant car Yasser Arafat a incarné pendant quarante ans les aspirations nationales palestiniennes. Aujourd'hui les lieux sont entretenus mais derrière le monument qui abrite son tombeau, on peut encore apercevoir les bâtiments où il résidait les derniers moments de sa vie avec une garde rapprochée et parfois la visite d'internationaux. Un nouveau palais est en construction à l'arrière.



A l'entrée de la Muqata'a, une plaque en faïence rappelle que Jérusalem se trouve à moins de 16kms. Un projet prévoit d'installer ces plaques pour indiquer la distance d'avec Jérusalem, comme un symbole, un peu partout en Palestine. La plupart des Palestiniens de Cisjordanie ne peuvent pas accéder à la ville. Les plus jeunes ne l'ont jamais vue. D'autres n'ont pas pu y entrer depuis plus de 20 ans !

Avant de nous rendre dans les bureaux du parlement palestinien pour notre prochain RDV, nous avons le temps d'aller sur le lieu où se construit le bâtiment commémoratif consacré au grand poète palestinien Mahmoud Darwich mort en 2008 et qui est l'une des figures de proue de la poésie palestinienne. Profondément engagé dans la lutte pour son peuple, un débat s'engage au sein de notre délégation : est-il le poète de la lutte palestinienne ou le poète des luttes universelles pour la liberté ? Le lieu, sur les hauteurs de Ramallah, sera un espace ouvert avec des jardins, bassins et un centre culturel.

Un peu plus tard, nous sommes donc reçus par des responsables de différentes factions politiques membres de l'OLP dans les bureaux du parlement palestinien :

- Ibrahim Khreisheh, directeur général du parlement palestinien
- Azzam Al Ahmed, chef du groupe parlementaire du Fatah
- Bassam Al Salhi, secrétaire général du PPP (parti du peuple palestinien - parti communiste palestinien)
- Walid Assaf, secrétaire du groupe Fatah
- Mustapha Barghouti, secrétaire général de l'*Initiative palestinienne* (Il était candidat démocrate à la présidence de l'Autorité palestinienne en 2005 et a obtenu une seconde place après Mahmoud Abbas).
- Khalida Jarrar, membre du FPLP (Front populaire de libération de la Palestine).



Nous sommes conscients de l'honneur que nous font ces hauts responsables politiques de nous recevoir et de nous consacrer cet échange politique. Ils parlent d'une même voix.

Ils nous confient avoir beaucoup de respect pour le travail de l'AJPF.

De suite, ils rentrent dans le vif du sujet : la réunification du peuple palestinien, les frappes à Gaza et la déclaration de l'état palestinien en septembre prochain.

Depuis le coup de force du Hamas dans la bande de Gaza les factions politiques de l'OLP, toutes confondues, continuent de travailler ensemble au niveau parlementaire même si c'est un travail partiel. Bien sûr, le coup d'état du Hamas a fragilisé le travail parlementaire palestinien mais les membres du parlement qui nous reçoivent aujourd'hui sont reconnus et légitimes au niveau interne et externe et représentent la population palestinienne de Cisjordanie dans sa diversité politique.

Ils sont conscients de l'importance de la réunification avec le Hamas. C'est uni que le peuple palestinien sera plus fort, particulièrement pendant cette période cruciale. C'est pourquoi le président Mahmoud Abbas a entrepris des initiatives pour renouer le dialogue avec le Hamas et mettre en marche le processus démocratique. Il a notamment nommé des membres indépendants au parlement. L'OLP doit aussi se réformer pour intégrer des partis qui n'y sont pas encore. Le Hamas n'a pas encore répondu favorablement à ces initiatives mais il faut continuer car la division palestinienne a un impact direct sur le processus de paix. Ces divisions sont exploitées par Israël et les USA pour ne pas appliquer les accords internationaux en prétextant qu'ils n'y pas d'interlocuteurs ! Dès qu'Israël se retrouve dos au mur, elle pose la question des partenaires palestiniens. C'est une stratégie de longue date. D'ailleurs, Israël et les USA réagissent de manière très violente aux tentatives de réconciliation du peuple palestinien. **Aux yeux de la plupart des observateurs, le renforcement des attaques israéliennes sur Gaza en ce moment sont directement liées à cette stratégie israélienne de stopper dans l'œuf toute tentative palestinienne de réconciliation.**



Concernant le processus de paix et la déclaration de l'état palestinien, nos interlocuteurs nous expliquent que le contexte du moment est décisif. Septembre sera un moment crucial.

Le Fatah a fait le choix de la paix depuis longtemps. Son programme est un règlement politique. Le peuple palestinien dans sa très grande majorité veut aller dans cette direction. Depuis, le mouvement paie les conséquences du choix de la paix. Aujourd'hui, c'est une évidence : le processus de paix est complètement arrêté depuis l'arrivée au pouvoir de Benjamin Netanyahu en février 2009. L'arrivée d'Obama a relancé l'espoir mais aujourd'hui les palestiniens savent qu'il ne fera rien. Les USA ont même opposé leur veto à la résolution pour le gel des colonies en Palestine.

La colonisation est le problème le plus grave car elle prend toute la terre, occupe les espaces. Tous les accords de paix, depuis Oslo en passant par la feuille de route, les diverses conférences parlent du gel de la colonisation. Depuis les dernières négociations d'Annapolis en 2007, le nombre de colons est passé de 300 000 à 600 000 à Jérusalem Est ! Le nombre de barrage est de plus de 650. Tous les jours, on assiste à un ordre de destruction de maisons palestiniennes ou d'expulsions. Aujourd'hui les israéliens ont presque fini la construction du mur qui a pour but de modifier les frontières...

Le programme de Netanyahu, l'actuel Premier Ministre israélien, est donc connu. C'est un programme raciste et discriminatoire d'extrême droite qui n'accorde pas de place pour la création d'un état palestinien.

Il y a quelques initiatives de la France, de la Russie et de l'Europe pour demander la relance de négociations mais personne n'est capable d'agir concrètement contre la politique d'Israël.

Les Palestiniens sont donc face à un choix très important et difficile.

La prise de position actuelle de l'Autorité palestinienne de déclarer la création de l'état palestinien en s'appuyant sur les déclarations de l'ONU est un message clair à la communauté internationale.

Il faut arriver à trancher : soit l'Autorité palestinienne est la représentante du peuple palestinien et assure un rôle étatique et alors la Palestine doit devenir un état. Soit, on décide de dissoudre l'Autorité Palestinienne afin de rendre à Israël son entière responsabilité dans l'échec du processus de paix.

L'Autorité Palestinienne est aujourd'hui une autorité sans souveraineté. Elle a été créée dans le cadre des accords d'Oslo en 1994 et devait être temporaire jusqu'à la création d'un Etat palestinien prévu en 1999. Aujourd'hui, l'Autorité Palestinienne ne possède pas les prérogatives d'un état normal. Elle s'est transformée en une sorte de « grande municipalité » dont la tâche est de fournir des services, sans en avoir les moyens économiques, et sans disposer d'aucun pouvoir politique. Tout est soumis à autorisations. L'armée israélienne contrôle tout. L'Autorité Palestinienne se transforme en une espèce de « maquillage » permettant de soulager la tâche de l'occupant. Les Palestiniens vivent depuis plus de 60 ans sous occupation et selon les lois internationales, c'est à l'occupant de prendre la responsabilité de l'occupation, notamment concernant les moyens de subsistance de la population occupée.

Ces deux options sont des indicateurs très forts car si les choses restent en l'état, on peut craindre une reprise de la résistance, de la lutte armée (une 3eme Intifada... ?) dont le

thème central sera la colonisation. Cela a un écho plus important aujourd'hui dans le contexte des révoltes arabes.

Nous nous sentons tous responsable d'une communauté internationale qui a laissé tomber les Palestiniens et l'espoir de paix dans la région pour les intérêts d'Israël qui pratique le terrorisme d'Etat.



Nous partons pour le siège de l'Autorité palestinienne où nous sommes reçus par Salam Fayad, le premier ministre palestinien.

Nous sommes conscients de vivre un moment unique et nous rappelons à notre hôte, l'honneur qui est le nôtre d'être reçu. **Salam Fayad** et l'ensemble des responsables politiques palestiniens veulent afficher leur détermination et leur stratégie afin qu'elles soient connues et relayées.

Il rappelle le contexte politique et insiste sur le fait qu'il est absolument nécessaire d'élargir les initiatives populaires de solidarité internationale. L'opinion internationale doit entendre qu'il y a un véritable apartheid en Palestine. Il veut aussi nous démontrer que les palestiniens résistent à ces attaques en reconstruisant inlassablement. C'est la capacité du peuple palestinien à s'accrocher qui finira par gagner.



C'est la preuve de la **RESILIENCE** du peuple palestinien.

L'Autorité palestinienne a également besoin de tous les soutiens internationaux pour la prochaine déclaration de l'état palestinien. Salam Fayad nous confie qu'il est attendu le lendemain à Bruxelles pour plaider la reconnaissance de l'état palestinien. Des dossiers sont rédigés par des instances internationales montrant que les palestiniens ont réussi à définir les bases d'un état, que les institutions sont mises en place et peuvent fonctionner. Il faut donc se servir de ces rapports internationaux pour appuyer et soutenir la stratégie palestinienne de la création de l'état palestinien.



C'est sur cette certitude (et sur le fait que nous devons lancer un appel national pour la reconnaissance de l'état palestinien dès notre retour en France) que nous nous rendons dans le camp d'El Amari où nous sommes reçu par Jihad Tomaleh, le responsable du comité populaire (qui a été plusieurs années prisonnier politique).

Le camp d'El Amari jouxte celui de Kalendia mais il est plus petit (8500 personnes environ). Il est situé au Sud de Ramallah. Il est le 2^{ième} camp jumelé avec une ville française Stains, en Seine St Denis. Nous sommes reçus dans le centre des jeunes (un théâtre) qui sert également de local pour la défense des prisonniers politiques.

Fadwa Barghouti, avocate, compagne de Marwan Barghouti (député palestinien et chef du Fatah de Cisjordanie, arrêté en 2002 pour « terrorisme » et condamné en 2004 à la prison à perpétuité) nous attend.

Fadwa Barghouti est membre de la Direction du Fatah. C'est depuis ce local que sont menés des actions de solidarité en direction de Marwan. Elle apprécie spécialement le soutien des Français car 16 municipalités françaises l'ont nommé citoyen d'honneur. Ces actes de solidarité aident à continuer le combat.

La question des prisonniers et du droit des familles palestiniennes est un problème particulièrement sensible pour les palestiniens car à peu près toutes les familles ont au moins un membre emprisonné dans les prisons israéliennes. Ces prisonniers politiques, souvent très jeunes voire mineurs² ne sont pas considérés comme des prisonniers de guerre puisque pour Israël, les territoires palestiniens ne sont pas un état officiel. Ces prisonniers sont détenus à l'intérieur de l'Etat d'Israël, ce qui rend très complexe leur défense ou de simples visites des familles.



² Le CICR, Comité international de la Croix Rouge, estime à 11500 dont près de 400 enfants et 120 des femmes, le nombre des prisonniers politiques, sans parler des environ 700 Palestiniens en détention administrative.

Pour le déjeuner, nous sommes reçus par Leïla Ghannam, gouverneure de Ramallah (c'est l'équivalent des préfets en France). Après les mots de bienvenus, quelques échanges sur sa fonction et des remises de cadeaux, nous avons encore la chance de bénéficier de cette fameuse hospitalité palestinienne qui ne se dément pas.



La journée se termine, encore une fois, sur un moment d'émotion. Nous nous rendons à **El Bireh** (localité qui touche Ramallah), jumelée avec la ville de Gennevilliers. Nous sommes accueillis par un groupe de jeunes palestiniens qui pratiquent le *dabké*.

Doha Jabr, la responsable du groupe nous explique que la danse est aussi une forme de résistance car elle affirme la culture palestinienne. Cette danse traduit l'histoire du peuple palestinien. C'est main dans la main que les filles et les garçons évoluent gracieusement au rythme de la musique. Les danseuses et danseurs sont tous bénévoles et se produisent régulièrement en costume traditionnel. Nous avons la chance d'assister à leur répétition. Nous avons l'agréable surprise de constater la qualité de leur prestation, très professionnelle. Là encore, des instants de bonheur partagés et le constat que le peuple palestinien est décidément bien talentueux, volontaire, attachant.

Doha Jabr

djaber@ruwwad.org / 0597 914404

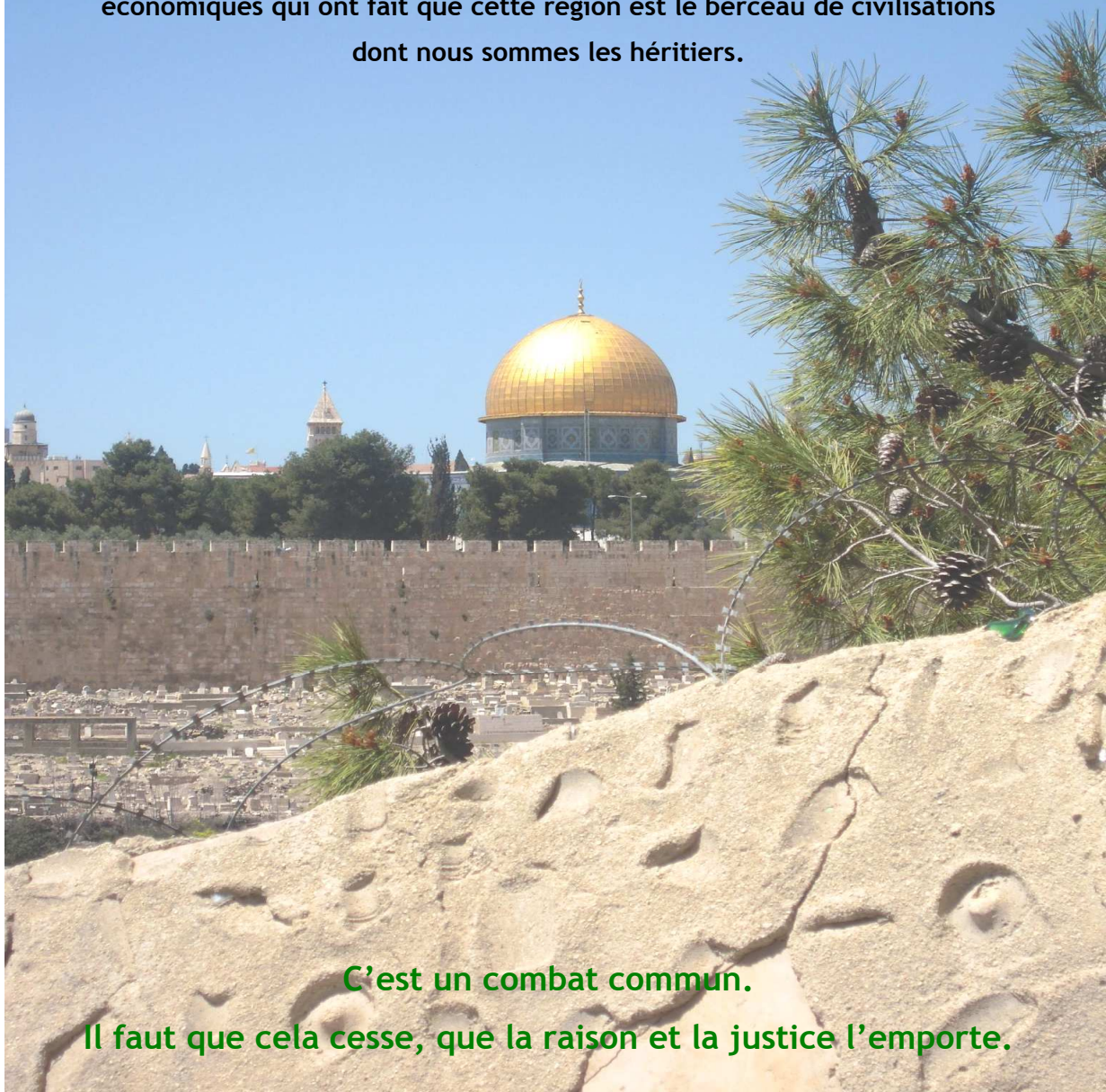
Un clin d'œil pour la fin...chacun se reconnaîtra et se souviendra...



RDV de la délégation à la fête de l'Huma en septembre sur le stand AJPF (village du monde).

Grâce à nos amis Djamal Abu Lil et Wessam Eid de Kalandia, nous avons la chance de faire une balade dans la vieille ville de Jérusalem, d'aller sur l'esplanade des mosquées, de visiter le Dôme du Rocher de l'intérieur. Nous franchissons les remparts de Saladin par la porte des Lyons. Plus tard, nous empruntons les rues byzantines vieilles de 1700 ans (le cardo notamment), le quartier arménien et chrétien, le chemin de croix (Via Dolorosa).

De toutes les colonisations qu'a vu cette terre, l'état Israël a été le seul colonisateur à couper la route ancestrale qui reliait les terres de l'Est à la mer méditerranée, en traversant Jérusalem. La colonisation détruit les liens humains, culturels, économiques qui ont fait que cette région est le berceau de civilisations dont nous sommes les héritiers.



C'est un combat commun.

Il faut que cela cesse, que la raison et la justice l'emporte.

Le retour à l'aéroport Ben Gourion a été éprouvant (voir annexe 2 à la fin du document).

Merci...

Appuyé à tous les partenaires palestiniens de l'AJPF qui ont préparé nos rencontres et à toutes les femmes et les hommes qui nous ont reçus, consacré du temps, fait partager leur vision politique de la situation, leurs émotions, leurs aspirations...

A nos partenaires israéliens dont les interventions ont permis d'avoir un éclairage complet sur la situation. Ces femmes et ces hommes sont l'honneur de leur pays.

A Frédéric Desagneaux, consul général de France de nous avoir reçu chaleureusement, pour son écoute et son éclairage. Et merci à son toute son équipe, Radhia Oudjani et Danien Vaquier qui ont facilité nos conditions de déplacement et qui nous ont souvent accompagnés pendant les rencontres.

A Ahmed Muhaisen, co-président de l'AJPF, Mohamed Laham, Naji, Shadi, Raed de Dheisheh, Jamal Abu Lil et Wessam Eid de Kalendia, Jiad Tomaleh d'El Amari...tous des partenaires infatigables de l'AJPF, compagnons de route qui ont facilité nos rencontres et déplacements.

A Lysiane Alezard de l'ANECR qui a permis d'enrichir le programme et qui a participé à la réussite de la délégation et merci à Michel Billout qui a encouragé nos initiatives et qui est intervenu à plusieurs reprises au mon de la délégation avec beaucoup d'humilité, d'écoute, de manière juste.

A Ghasan, notre chauffeur qui nous a conduit sur les routes de Palestine avec une disponibilité et un professionnalisme sans faille.

Un grand merci à Marianne et Lana qui ont traduit nos échanges fidèlement et qui nous ont fait profiter de leurs connaissances du terrain et de la situation palestinienne.

A l'équipe AJPF France, Arnaud, Chloé, Daniel, Hassen, Isabelle, Lana, Marianne, Olivier, Sabrina, Sophie qui ont collaboré activement, ici et là bas à la réussite de cette délégation. Et merci à Léa, la benjamine de la délégation qui est la génération de l'avenir...

A Fernand Tuil, co-président de l'AJPF, militant infatigable de la cause palestinienne, un passionné qui, sans relâche, met toute son énergie au service de la justice et de paix.

Enfin, un grand merci à l'ensemble des membres de la délégation, aux élus, aux citoyens sans lesquels nous ne pourrions pas entreprendre toutes ces initiatives et délégations et qui sont venus avec un esprit d'ouverture et avec l'envie d'apprendre, de partager, de résister.

Partir en Palestine c'est revenir différent...Nous avons la Palestine au cœur.

Isabelle Tordjman, AJPF

Annexe 1

Par  Marc Henry

14/04/2011 | Mise à jour : 10:05

Israël serait menacé d'un «tsunami diplomatique». Cette expression, lancée par le ministre de la Défense Ehud Barak, fait florès. Elle est reprise depuis quelques jours par les commentateurs pour exprimer leurs craintes d'un vote quasi unanime sur la reconnaissance d'un État palestinien, lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies, dans cinq mois. Un commentateur a même évoqué un «septembre noir». Ce scénario, qui prévoit un appel au retrait israélien sur les lignes de 1967, c'est-à-dire hors de Cisjordanie et de la partie arabe de Jérusalem, semble en effet pratiquement impossible à conjurer.

Plus d'une centaine de pays sont prêts à sauter le pas, y compris en Europe. En outre, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et l'ONU ont, dans trois rapports publiés ces derniers jours, affirmé que Salam Fayyad, le premier ministre palestinien, avait réussi à mettre en place les institutions politiques et économiques indispensables pour créer un État viable. Bref, Benyamin Nétanyahou se retrouve le dos au mur.

Pour l'heure, le premier ministre s'est contenté de dénoncer par avance une possible déclaration d'indépendance unilatérale, tout en admettant qu'il n'a pas de plan alternatif. «Je ne sais pas encore ce que je vais dire et à quel moment je vais le dire», a-t-il concédé cette semaine. L'État hébreu a rarement été aussi isolé. Selon un diplomate israélien, le message de Benyamin Nétanyahou «ne passe pas, on ne l'écoute plus vraiment». «La plupart de nos interlocuteurs ne cessent de nous rebattre les oreilles en nous expliquant qu'il faut profiter du vent de démocratie qui souffle dans les pays arabes pour négocier, comme si les deux choses étaient liées», ajoute-t-il avec amertume.

Les commentateurs sceptiques

Conscient du danger, Benyamin Nétanyahou a organisé des fuites sur une possible initiative. Ses proches évoquent un transfert de contrôle d'une plus large partie de la Cisjordanie à l'Autorité palestinienne, sans toucher aux colonies israéliennes. Le premier ministre serait aussi favorable à la tenue d'une conférence internationale visant à relancer des négociations au point mort depuis deux ans. La plupart des commentateurs restent très sceptiques sur l'efficacité de ce plan que les Palestiniens et la plupart des pays européens n'ont aucune chance d'accepter. De plus, la «crise de confiance» avec le grand allié américain a atteint un tel point que «Barak Obama n'est plus prêt à acheter la moindre voiture d'occasion à Benyamin Nétanyahou», estime Shimon Shiffer du quotidien Yédiot Aharanot.

Moshé Arens, ancien ministre de la Défense et chef de la diplomatie, qui a mis le pied à l'étrier à Benyamin Nétanyahou au tout début de sa carrière politique, estime en revanche qu'il n'y a pas péril en la demeure et qu'il laisse passer la vague. «Israël ne sera pas dévasté en septembre comme l'a été le Japon. L'important est de rester calme, de laisser retomber le brouhaha de tous ceux qui font à chaque fois entendre leur voix dès qu'il s'agit de réclamer un retrait total israélien», suggère Moshé Are

Annexe 2



ASSOCIATION NATIONALE DES ÉLUS COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

COMMUNIQUE DE PRESSE

Des élus français malmenés à l'aéroport de Tel Aviv. Une fille de Juste témoigne !

Une délégation d'élus et de responsables associatifs initiée par l'Ajpf et l'Anecr s'est rendue en Israël et en Palestine du 6 au 16 avril, à l'invitation du Consulat de France à Jérusalem. Elle avait pour objectif de rencontrer une grande diversité d'acteurs du dialogue pour la paix tant en Israël qu'en Palestine, en vue de construire ou de pérenniser des projets de coopération décentralisée.

Les 54 membres de cette délégation se sont rendus notamment à Jérusalem, Bethléem et Ramallah. Cette destination a provoqué l'ire des autorités israéliennes au moment du départ d'une partie du groupe de l'aéroport de Ben Gourion, le lundi 11 avril. Comme en témoigne Christine Thomas-Bichon, élue à Beaumont (63), à l'actuel ambassadeur d'Israël en France, qui a récemment remis à sa mère la médaille des Justes, « *Nous avons attendu 1h1/2, debout dans une file, attendant que les responsables de la sécurité de l'aéroport aient questionné et re-questionné Mme Alezard, une des responsables de la délégation, puis certains d'entre nous, en français ou en anglais. Quatre d'entre nous ont subi une fouille complète extrêmement traumatisante. Je ne sais que penser de ces mesures excessives de contrôle prises à notre rencontre. Etant donné le caractère officiel de notre délégation et son parcours, je ne voudrais pas qu'au delà de la sécurité du vol, il se soit agi de mesures destinées à nous décourager de vouloir œuvrer pour la paix et la reconnaissance du peuple palestinien.* »

Effectivement, cinq personnes, dont quatre élus de la République, ont été fouillés au corps, certains entièrement déshabillés !

Devant ces faits inqualifiables, le sénateur Michel Billout, qui conduisait la délégation avec Fernand Tuil, de l'Ajpf, s'est adressé au ministre des affaires étrangères jeudi dernier pour dénoncer « *une attitude délibérément hostile de la part des autorités israéliennes, une volonté de punir des citoyens français qui se sont rendus dans les territoires occupés afin de réduire le nombre des témoins des violences quotidiennes infligées à la population palestinienne. Mais il s'agit également d'un nouvel affront à l'égard de la France puisque ce sont les invités du Consul Général qui ont eu à subir ces brimades.* » Nous avons choisi de ne rendre publique cette lettre qu'aujourd'hui après le retour d'une seconde partie de la délégation samedi 16 avril, pour lui éviter tout nouveau désagrément.

La gravité de tels actes incite l'Anecr à exiger de la France qu'elle intervienne avec fermeté auprès des autorités israéliennes pour protester contre ces pratiques indignes d'un Etat prétendument de droit.

Contact : Lysiane ALEZARD lalezard@elunet.org 06 75 13 59 52